

Exploitation forestière et colonisation

C'est l'exploitation des ressources forestières de la vallée de l'Outaouais qui stimule le plus la colonisation. Le bûcheron précède souvent le fermier. Bien qu'il ait existé, le type fermier d'été-bûcheron d'hiver ne se développe pas sur une grande échelle. Le fermier tâche de s'adonner le plus complètement possible à l'agriculture et compte sur les besoins de l'industrie forestière pour écouler ses produits. Ainsi, des établissements agricoles surgissent à proximité des chantiers forestiers et les suivent dans leur progression vers le Haut-Outaouais.

Durant les premières décennies du XIX^e siècle, les comtés de Prescott et de Russell connaissent une période d'exploitation forestière intense. Moins nombreuses et moins aptes à la production de bois équarri que dans la région au delà de Hull-Ottawa, les forêts s'épuisent vite. La colonisation agricole se fait d'autant plus lentement que les terres sont mal irriguées et marécageuses. Ainsi, de plus en plus éloignés du grand axe d'exploitation forestière, les établissements agricoles en 1850 retardent sur ceux de la rive du St-Laurent et même sur plusieurs qui ont surgi jusqu'au delà de Pembroke.

L'ouvrage suivant traite des rapports entre la colonisation et le développement forestier :

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX, Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 38-47.

Pour une description de l'industrie forestière et des attitudes gouvernementales envers elle avant le milieu du XIX^e siècle, on lira :

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Canada, Forests and Wildlife in Ontario 1763-1967*. Ch. 3, Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967.

Les divers aspects de l'exploitation forestière de la vallée de l'Outaouais ont fait l'objet de plusieurs écrits. On trouvera des pages intéressantes dans la plupart des ouvrages sur la ville d'Ottawa indiqués précédemment. On tirera profit du visionnement du film fixe :

Brennan, T.J. «Exploitation forestière dans la vallée de l'Outaouais» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, n° 4, Office national du film.

Parmi les auteurs qui traitent plus spécifiquement de l'industrie forestière, on retrouve :

Cross, Michael S. «The Lumber Community of Upper Canada». *Ontario History*, LII (décembre 1960) : 213-234.

Lower, A.R.M. *The North American Assault on the Canadian Forest*. Toronto, Ryerson Press, 1938. 377 p.

Hughson, J.W. et Courtney C.J. Bond. *Hurling down the Pine*. 2^e éd., Old Chelsea, Historical Society of the Gatineau, 1965. 130 p.

Head, C. Grant. «An Introduction to forest exploitation in nineteenth century Ontario» dans *Perspectives on landscapes and settlement in nineteenth century Ontario*, de J. David Wood. Coll. «Carleton Library 91», Toronto, McClelland and Stewart, 1975. p. 78-112.

Brennan, T.J. *The Timber Trade in the Ottawa Valley*. Toronto, Ginn, 1971. 23 p.

On trouvera aussi de multiples renseignements dans :

Blanchard, Raoul. *Les pays de l'Ottawa : L'Abitibi-Témiscamingue*. Vol. 2 de *L'Ouest du Canada français*. Chapitre 2, Montréal, Librairie Beauchemin, 1954.

En effet, dès le début du siècle, de futurs magnats du bois, comme Philémon Wright, reconnaissent les immenses richesses forestières de la vallée de la rivière Gatineau et de l'Outaouais supérieur. Ils y concentrent leur activité, faisant de Hull et d'Ottawa le plus grand centre forestier du pays. Dans sa marche continue vers le Haut-Outaouais, l'exploitation forestière provoque la naissance de communautés agricoles. Après 1850, l'exploitation forestière,

si elle continue d'être importante, ne connaît plus le même rythme de développement : entrepreneurs et hommes de chantiers se déplacent vers le vaste territoire entre l'Outaouais et la baie Georgienne. Certains comtés comme Lanark, moins propres à l'agriculture, perdent leurs principaux marchés et connaissent une période de dépeuplement.

L'exploitation forestière passe par plusieurs étapes : à celle du bois équarri qui domine jusque vers 1850 suit celle du bois de sciage (les entreprises de Booth et de Eddy à Hull ou celles de Edwards à Rockland, par exemple) qui fait place à celle des pâtes et papier à partir du début du siècle.

«L'exploitation forestière de la vallée de l'Ottawa à des fins commerciales a passé par plusieurs stades intéressants. Il y a eu d'abord l'époque célèbre de 1807 où Philémon Wright entreprit d'acheminer du bois équarri jusqu'à Québec, bois destiné au marché britannique où la demande s'était sensiblement accrue à cause de la guerre. L'exportation du bois équarri outre-mer a constitué l'industrie dominante de la région d'Ottawa jusque vers 1850, alors que le commerce d'exportation du bois scié, vendu surtout aux États-Unis, commença à s'affirmer. Ces deux industries se partagèrent les honneurs du commerce de bois pendant un demi-siècle. L'une a pris un grand essor, tandis que l'autre a préiclé. Le commerce du bois équarri a atteint son point culminant vers 1865; après cela, il s'est mis à fléchir tant et si bien qu'à la fin du siècle il n'existait à peu près plus. Dans l'intervalle, l'industrie de la préparation et de l'exportation des sciages, surtout vers les États-Unis, devenait rapidement l'industrie dominante de la région, à tel point qu'en 1870 Ottawa était considérée comme le plus important centre de scieries du Canada. Cinquante ans plus tard, les meilleures régions forestières ayant été passablement exploitées, l'industrie se métamorphosait et entrait graduellement dans sa troisième étape, car la fabrication de la pâte de bois et du papier et d'autres industries commençaient à poindre. Toutefois, la vallée de l'Ottawa sera toujours un centre important pour ce qui est des produits du bois quels qu'ils soient.»

Reproduit avec la permission du ministre d'Approvisionnement et Services Canada.

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. p. 35.

Modification de la composition ethnique de l'Est

Jusque vers le milieu du XIX^e siècle, tant du côté québécois qu'ontarien de l'Outaouais, la population des établissements permanents est essentiellement originaire des îles britanniques. Cependant, les Canadiens français assurent très tôt leur suprématie dans les domaines de la drave et du travail en forêt; mais il s'agit surtout d'une main-d'oeuvre mobile, saisonnière et jeune

qui monte dans les chantiers à l'automne pour en redescendre au printemps. C'est parfois au prix de luttes acharnées et violentes qu'ils maintiennent leur position contestée par des Irlandais durant la «guerre des Shiners» des années 1830.

Sur cet épisode de la «guerre des Shiners» où les Irlandais s'opposent à la fois à la bourgeoisie d'Ottawa et aux travailleurs forestiers canadiens-français, on consultera surtout :

Cross, M.S. «The Shiner's War : Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830s». *Canadian Historical Review*, LIX (mars 1973) : 1-26.

Cette période donne lieu aux faits et gestes d'un héros devenu légendaire, Jos Montferrand. Voir à ce sujet :

Sulte, Benjamin. *Histoire de Montferrand, l'athlète canadien*. Montréal, Éditions de Montréal, 1975. 127 p.

Gouin, Jacques. «Jos Montferrand. Histoire, légende et symbole». *Asticou*, 3 (juillet 1969) : 5-9.

Plusieurs facteurs expliquent l'installation progressive des Canadiens français dans la région de l'Outaouais en général et dans l'Est ontarien en particulier. Le développement des scieries et des industries connexes permet à la main-d'oeuvre canadienne-française habituée au travail du bois de prendre racine. Les surplus démographiques des vieilles paroisses du Québec cherchent de nouvelles terres. La croissance urbaine d'Ottawa attire une population canadienne-française qui s'engage dans le secteur du petit commerce et des services ou,

après 1860, dans les travaux de construction des édifices du gouvernement. De même le ravitaillement de la ville en produits agricoles amène la mise en valeur de terres demeurées vacantes en bordure est d'Ottawa : des Canadiens français fondent la paroisse St-Joseph d'Orléans en 1849 et vers 1850 Joseph et Michel Cyr jettent les bases de la petite communauté agricole de Cyrville.



Ottawa : vue de la basse-ville depuis l'actuelle colline parlementaire, vers 1862

APC C8251

On trouvera une analyse de la «poussée française» dans l'Outaouais québécois dans :

Blanchard, Raoul. *Les pays de l'Ottawa : L'Abitibi-Témiscamingue*. Vol. 2 de *L'Ouest du Canada français*. Montréal, Librairie Beauchemin, 1954. 334 p. Voir surtout le chapitre 2.

[En collaboration]. *Le Nord de l'Outaouais. Manuel répertoire d'histoire et de géographie régionales*. Ottawa, Le Droit, 1938. 396 p.

L'établissement de Canadiens français en bordure est d'Ottawa, en particulier à Janeville (devenue Eastview, puis Vanier), Cyrville et Orléans n'a guère fait l'objet d'études précises. On trouvera quelques détails dans les ouvrages traitant d'Ottawa indiqués précédemment et dans :

Bourassa, Andrée et al. *La petite histoire de Vanier*. O.V.U.L., 1975. 96 p.

Leury, Jean. *Historique de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville, Ontario. Après 75 ans . . . 1873-1848*. Hull, Imprimerie Leclerc, 1948. 55 p.

Au sujet de la présence canadienne-française à Ottawa, voir aussi :

Bonin, N., C. Bourgeois et D. Robert. (sous la direction de C. Andrew). *La Basse Ville ouest c'était . . .* Ottawa. Comité de citoyens de la Basse Ville ouest, [1977]. 44 p. Ce travail a été fait à partir d'enregistrements de témoignages des habitants : les soixante-cinq cassettes ont été déposées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

Lamoureux, Georgette. *Bytown et ses pionniers canadiens-français, 1826-1855*. Ottawa, chez l'auteur, 1978. 364 p.

Tremblay, Jules. *Sainte-Anne d'Ottawa – 1873-1923*. Ottawa, Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1925. 408 p.

Brault, Lucien. *Sainte-Anne d'Ottawa : cent ans d'histoire 1873-1973*. Ottawa, Imprimerie Beauregard, 1973. 80 p.

Rossignol, Martin. *Monographie de la ville d'Ottawa*. Montréal, Université de Montréal, thèse M.A., 1948.

De Jocas, Yves. *Analyse écologique de la ville d'Ottawa*. Québec, Université Laval, thèse M.A., 1955. 135 p.

Fabien Robineault, Josée. *Étude de certaines caractéristiques de l'organisation sociale de la Basse-Ville est d'Ottawa*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A., 1973.

Mousseau, H. «Le centenaire de l'arrivée des Oblats à Bytown (Ottawa), 1844-1944». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 14 (1944) : 25-27, 174-202, 327-355, 459-497.

Jusque vers 1850, la colonisation des comtés de Prescott et de Russell ne connaît pas le même rythme de développement que les comtés du Saint-Laurent au-delà de Cornwall, ou même que ceux de Carleton, Lanark et Renfrew, plus au nord-ouest. Les terres basses et marécageuses de ces deux comtés riverains de l'Outaouais n'attirent pas les colons anglais et écossais. Peu avant 1850, des Canadiens français des régions voisines de la frontière provinciale, des comtés des Deux-Montagnes, Soulanges et Vaudreuil, commencent à venir s'y établir.

À peine deux ans après la création du diocèse d'Ottawa en 1847, son évêque, M^{gr} Guigues, fonde une société de colonisation pour accélérer la venue de Canadiens français, recrutés dans les vieilles paroisses surpeuplées du Québec. Le

Provincial Drainage Act de 1872 offre de l'aide financière pour l'irrigation des terres. Les nouveaux arrivants s'installent progressivement, travaillant momentanément dans les nombreuses scieries établies le plus souvent pour répondre aux besoins locaux ou régionaux : à Jessop Falls, Lefaivre, Plantagenet et Casselman. Les Edwards offrent du travail dans leur importante scierie de Rockland à partir de 1868, tandis que les Hamilton installés à Hawkesbury au tout début du siècle accroissent leur production. Les nouveaux colons trouvent aussi quelques revenus dans la vente de leur bois comme «dormants» de chemin de fer. Des Canadiens français débordent dans les comtés de Glengarry et de Stormont, devenant agriculteurs ou ouvriers dans les entreprises manufacturières de Cornwall.

En ce qui concerne l'érection du diocèse d'Ottawa et la géographie religieuse en général, on devra consulter l'excellent article de :

Cartwright, D.G. «Ecclesiastical Territorial Organization and Institutional Conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840 to 1910» dans *Historical Papers/ Communications historiques London 1978*. Ottawa, Société historique du Canada, 1978. p. 176-199.

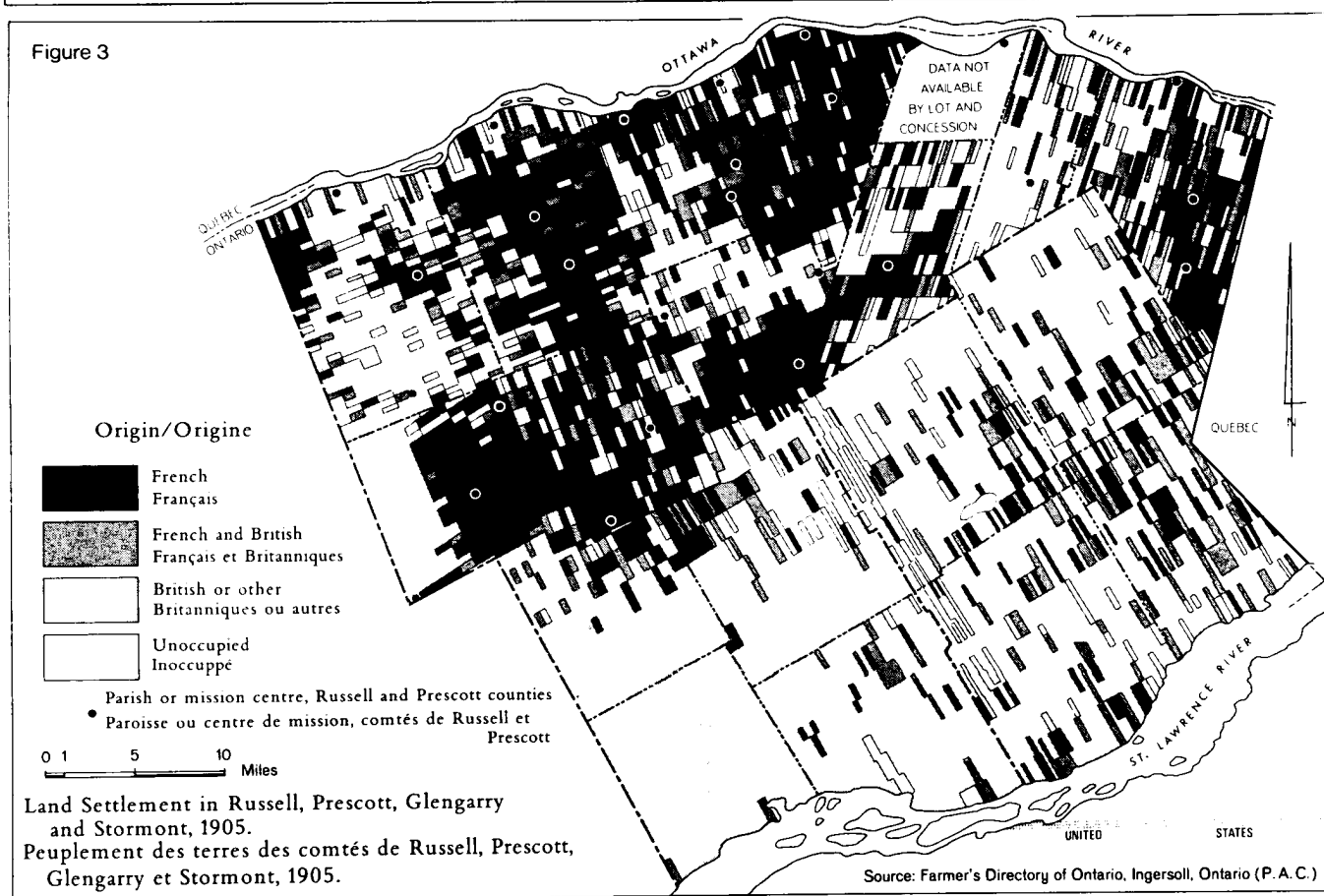
Dès le milieu du XIX^e siècle, les autorités religieuses s'inquiètent de l'émigration de Canadiens français vers les États-Unis et tentent d'offrir aux paroisses surpeuplées des alternatives par des programmes de colonisation des terres restées vacantes :

«Grâce aux négociations entreprises avec les autorités catholiques de l'Ontario, au travail missionnaire intense des Pères Oblats dans la vallée de l'Outaouais et à l'opportunité des requêtes envoyées à Rome, la hiérarchie du Québec réussit à étendre son pouvoir territorial ecclésiastique dans l'Est et le Nord de l'Ontario. Le diocèse de Bytown fut érigé en 1847; évêché suffragant de l'archidiocèse de Québec, il devint partie intégrante du plan de colonisation du Canada français. Une fois ce territoire officiellement organisé, les sociétés régionales de colonisation se mirent à encourager les familles des paroisses populeuses des bords du Saint-Laurent à occuper les terres vacantes longeant la rive droite de la rivière Outaouais et s'étendant jusque dans le sud des comtés de Russell et de Prescott dans la province actuelle de l'Ontario [. . .]

«Afin de minimiser les conflits parmi les colons catholiques de son nouveau diocèse, le premier évêque de Bytown, M^{gr} Guigues, encouragea les Catholiques irlandais à occuper les terres sises plus au nord sur la rivière Outaouais; ils fondèrent les comtés de Carleton, de Lanark et de Renfrew. Une activité forestière considérable avait précédé le peuplement de cette partie de la vallée: la demande de produits agricoles et de main-d'oeuvre saisonnière fournissait un marché tout désigné et un revenu monétaire aux colons diligents. Cette structure ethnique prévalut au cours des dernières décennies du dix-neuvième siècle; la colonisation canadienne-française s'étendit aux comtés de Russell et de Prescott ainsi que dans les vallées tributaires de la Rouge, de la Lièvre et de la haute Gatineau dans les Laurentides, tandis que les établissements catholiques irlandais s'échelonnèrent des deux côtés de la vallée supérieure de l'Outaouais, au nord de Bytown».

Cartwright, D.G. *Les zones linguistiques au Canada. Supplément de référence au Rapport du Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues*. Ottawa, (s.n.), 1976. p. 5-6.

Les deux cartes suivantes, tirées du même ouvrage de D.G. Cartwright, indiquent la progression de l'occupation canadienne-française entre 1871 et 1905.



Au début du siècle, la colonisation de la pointe est de l'Ontario est pratiquement terminée. La population rurale maximale est atteinte en 1891 dans Glengarry et Stormont, en 1901 dans Prescott et en 1911 dans Russell. En somme, de 1784 à 1891, les mouvements migratoires suffisent à changer le caractère sociolinguistique de ces comtés où les Canadiens français deviennent le plus nombreux groupe ethnique.

L'arrivée de Canadiens français dans la pointe est de l'Ontario coïncide avec des changements profonds dans le type d'exploitation agricole. Devant le manque croissant de débouchés pour le foin et l'avoine, les agriculteurs se lancent du côté de la production laitière, surtout à partir des années 1880 dans Prescott et Russell, mais un peu plus tôt dans Glengarry et Stormont. Fromageries et beurreries connaissent des moments de prospérité, près d'Hawkesbury et à Casselman, par exemple. Des coopératives

Il existe peu d'ouvrages d'ensemble sur la pointe est de l'Ontario. Voici une liste de sources utiles pour en dégager l'évolution à laquelle il faudrait ajouter plusieurs albums-souvenirs, cahiers anniversaires, documents d'archives municipales et journaux locaux. Dans sa série *Villages et Visages*, l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) a produit en outre plusieurs émissions sur les villages de l'Est. On pourra consulter son catalogue VIPS.

Cartwright, D.G. *French-Canadian Colonization in Eastern Ontario to 1910. A Study of Process and Pattern*. London, University of Western Ontario, Faculty of Graduate Studies, 1973.

Boileau, Gilles. *Les Canadiens français dans l'est de l'Ontario*. (Réalisé en collaboration avec l'Union des Cultivateurs franco-ontariens). Montréal, Société canadienne d'établissement rural, 1964. 74 p.

Ray, D.M. *Settlement and Rural Ont., Migration in Easternmost Ontario, 1783-1956*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse Ph. D. (géographie), 1961. 242 p.

Frère Alexis. «La colonisation française dans l'Ontario». *L'Action française*, 3 (mars 1919) : 122-133.

De Barbezieux, A. *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Outaouais*. Ottawa, Imprimerie d'Ottawa, 1897. 507 p. Fournit des renseignements sur chaque paroisse.

Émard, Michel. *Inventaire sommaire des sources manuscrites et imprimées concernant Prescott-Russell, Ontario*. Rockland, chez l'auteur, 1976. 172 p.

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Original, Conseil des comtés unis, 1965. 377 p.

Routhier, D. *Progrès technique – Coopération. Histoire de St. Isidore-Embrun-Vars-Limoges-St. Albert-Casselmann-Russell Marionville-Moose Creek-Crysler-Fournier-St. Bernardin*. Plantagenet, Imprimerie Plantagenet, 1965.

Émard, Michel. *St. Jacques d'Embrun, Comté de Russell, Ontario (1841-1873). Étude statistique et historique*. Rockland, (s.n.), 1974. 30 p.

Forget, J.-U. et E.-J. Auclair. *Histoire de Saint-Jacques d'Embrun, Russell, Ontario*. Ottawa, Cie d'Impression d'Ottawa, 1910. 658 p.

Clément, Henri et al. *L'Original 1876-1976*. L'Original, Comité de centenaire, 1977. 124 p.

Higginson, M.A. *The Village of Hawkesbury, 1808-1888*. Hawkesbury. (rév. par Emily Keely et Thomas Higginson), (s.n.), 1961. 23 p.

Boileau, Gilles. *Saint-Albert : étude de géographie humaine* (en collaboration avec l'Union des cultivateurs franco-ontariens). Ottawa, Société canadienne d'établissement rural-Union des cultivateurs franco-ontariens, 1958. 45 p.

agricoles et des associations d'agriculteurs sont fondées, dont l'Union des cultivateurs franco-ontariens en 1929.

Dans l'ensemble, la population rurale ne réussit pas à absorber son accroissement naturel : dans aucun des quatre comtés la population rurale de 1956 n'est supérieure à celle du tournant du siècle. En ce qui concerne la population totale, entre 1901 et 1961, elle diminue de 13% dans Glengarry et n'augmente que de 1% dans Prescott

et de 3% dans Russell. Par contre, entre ces mêmes dates, elle augmente de 114% dans Stormont en raison surtout de l'expansion de Cornwall. Ainsi, l'économie rurale ne réussit pas à contenir sa population. On se dirige surtout vers les milieux urbains et industriels – entre autres, Cornwall, Ottawa-Hull-Gatineau – et en partie vers le Nouvel-Ontario durant les premières décennies du siècle.

Legault, Roland. *Monographie sur la paroisse de Saint-Albert-de-Cambridge*. Ottawa, Université d'Ottawa, thèse M.A. (histoire) 1950. 107 p.

Centenaire 100 Saint Albert, Ontario. 1974. Douze fascicules d'environ 100 pages chacun sur divers aspects historiques et contemporains de Saint-Albert. Un bon exemple d'utilisation d'archives paroissiales et municipales.

Mandeville, Antonio. *Historique de la paroisse de St.-Jean Baptiste de l'Original, Ontario*. Ottawa, Imprimerie du Droit, 1936. 228 p.

[Anonyme] *Paroisse de la nativité de la Bienheureuse Vierge Marie, Cornwall, Ontario 1887-1962*. Ottawa, Le Droit, 1962. 58 p.

Claude, Charles E. «Fait français à Cornwall». *Francor*, 1, N^{os} 1, 2 et 3, (1977).

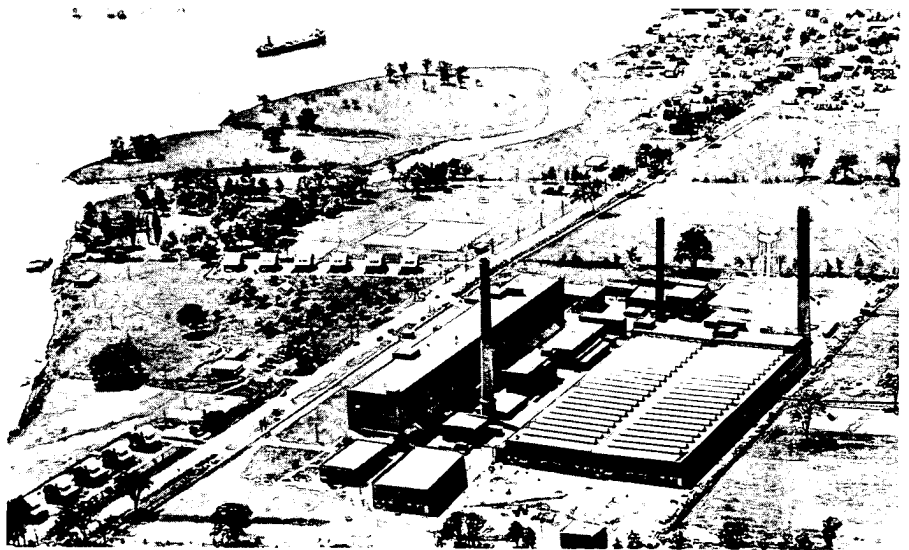
Lafrance, Rose. «Historique de Crysler». *Francor*, 1, N^{os} 1, 2 et 3, (1977).

Lamontagne, Léopold. «Kingston's French Heritage». *Transactions of the Kingston Historical Society*, 2 (1953) : 27-39. Il s'agit d'un survol de la présence française à Kingston depuis la conquête. Les dix premiers numéros (1952 à 1962) du *Transactions of the Kingston Historical Society* ont été publiés en un seul volume en 1974 sous le titre *Historic Kingston* par les éditions Mika Publishing de Belleville.

Stagnation de la population rurale dans l'Est ontarien.

Retranchant le comté de Carleton, devenu essentiellement urbain à cause d'Ottawa, le géographe Gilles Boileau établit les comparaisons suivantes entre le secteur est (Prescott, Russell, Glengarry et Stormont où le groupe ethnique français représente 61,3% de la population totale en 1961) et le secteur ouest (Dundas, Grenville, Leeds, Frontenac, Lanark et Renfrew où il représente 9,9% de la population totale).

«Au début du siècle, en 1901, la population totale du secteur Est de la péninsule outaouaise était de 96 490 personnes alors qu'en 1961 la population totale de ces quatre comtés canadiens-français atteignait 125 202 âmes, soit une augmentation totale de 28,752 personnes. Chose surprenante : le comté de Stormont a connu à lui seul un gain supérieur au gain global des quatre comtés. En effet, les gains au cours de ces soixante ans atteignirent 30 825 dans Stormont seul alors qu'ils se chiffèrent à 28 752 dans l'ensemble des quatre comtés. Ce phénomène peut sembler étrange à première vue mais tout le mystère disparaît quand on sait que dans Glengarry, il y eut perte de 2 914 âmes alors que, dans Prescott et Russell, d'autre part, les gains furent à peine perceptibles.



Cornwall : le complexe de la *Courtauld's Canada Ltd*, mai 1935 APC C46217

«Si l'on ne considère que les trois comtés à majorité canadienne-française : Glengarry, Prescott et Russell, il n'y eut pas de gain mais plutôt une perte minimum de 2 073 personnes.

«Au total, dans le secteur Est de la région, de 1901 à 1961, l'augmentation des effectifs humains fut de 3% alors que durant la même période toujours, soit les soixante dernières années, les six comtés de l'Ouest de la péninsule outaouaise ont vu leur population passer de 213 234 à 304 397 habitants pour un gain de 43% par rapport à la population initiale du début du siècle.»

Boileau, Gilles. *Les Canadiens français dans l'Est de l'Ontario*. Montréal, La Société canadienne d'établissement rural, 1964. p. 52.

Le cas de la petite ville de Rockland fournit un exemple des difficultés économiques de la région :

«Cependant la prospérité, que la paroisse avait connue depuis sa fondation, devenait de plus en plus inquiétante à mesure que le siècle progressait. Un premier malheur économique frappa le village lorsque les Edwards vendirent leur industrie à la compagnie Riordon qui semblait vouloir monopoliser la coupe du bois au Canada. Après quelques années d'exploitations presque fantastiques, une crise devint évidente. L'industrie ou plutôt le gagne-pain de nos villageois passa aux mains d'une compagnie à capitaux américains, l'International Pulp and Paper. Malheureusement à cette époque trop souvent les grands industriels et les importants financiers ne songeaient qu'aux gains et ils négligeaient de considérer le point de vue humanitaire. Les nouveaux propriétaires qui exploitaient une vaste industrie de bois sur la rive nord de l'Outaouais, à Gatineau, prétendirent que les moulins de Rockland étaient désuets et ne rapportaient pas suffisamment de bénéfices. Sans prendre en considération l'état de chômage et de misère qui résulterait de leur décision chez des centaines de chefs de famille, ordre est donné de fermer les moulins, au milieu de la crise économique des années 1930. Pour plusieurs le chômage s'installe à demeure, pour d'autres c'est l'exode. La moitié de la population quitte Rockland et s'établit à Gatineau et à Hull où elle compte mettre son expérience à profit dans les industries de bois qui y sont exploitées. L'autre moitié se cramponne à ses modestes biens et maintient la vie et l'activité qui, avec le temps, progresse malgré l'absence de la grande industrie. L'agriculture et l'industrie laitière constituent le gagne-pain des cultivateurs environnant le village.»

Population de Rockland

| 1901 | 1911 | 1921 | 1931 | 1941 | 1951 | 1961 |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1 988 | 3 397 | 3 496 | 2 118 | 2 040 | 2 348 | 3 037 |

Brault, Lucien. *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*. L'Original, Conseil des comtés unis, 1965. p. 326 et 279.

L'article suivant rend compte de certains effets de la canalisation du Saint-Laurent sur la région de Cornwall et de Prescott (ville) :

Wood, H.A. «The Influence of the St. Lawrence Seaway upon the Cornwall-Prescott Area, Ontario». *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, 7 (1956) : 31-34.

La récente construction de l'autoroute 417 donne à un nombre croissant de villages à l'est d'Ottawa un caractère de «villes-dortoirs». La question du développement économique de la pointe est de l'Ontario reste entière.

«Le gouvernement de l'Ontario a désigné l'Est de la province comme une région devant faire l'objet d'un développement industriel. Si cette politique réussit, quelle sorte d'industries voudront s'installer dans ce secteur et quelle influence auront-elles sur les traits culturels, fortement francophones des comtés de Russell et de Prescott? Attendu qu'elles chercheront à s'implanter près de la nouvelle grande route qui réduit les facteurs temps/distance entre les marchés urbains de Montréal et d'Ottawa, est-ce qu'elles envisageront la question du français langue de travail ou est-il inutile même de poser ce problème? Les migrants quotidiens d'Ottawa et de Montréal vont-ils s'emparer des terres agricoles de l'Est de l'Ontario et, dans l'affirmative, qu'arrivera-t-il des proportions qui existent entre les populations de langue officielle et de la composition de chaque groupe de langue maternelle?»

Cartwright, D.G. *Les zones linguistiques au Canada. Supplément de référence au Rapport du Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues*. Ottawa, 1975, p. 115-116.

Ottawa : d'un «village subarctique de bûcherons» à une «cabine de pilotage politique»

C'est en ces termes que, de Toronto, l'ancien professeur d'Oxford, Goldwin Smith, décrit Ottawa à la fin du siècle dernier. Situées à la rencontre des rivières Outaouais, Rideau et Gatineau, Hull et Ottawa sont devenues au milieu de XIX^e siècle un carrefour des diverses opérations liées à l'industrie forestière. Le commerce y est considérable, tout comme les activités de transbordement et la navigation commerciale sur le canal Rideau. Le «choix de la Reine» en 1857 qui fait d'Ottawa la capitale de la province du Canada-Uni a des effets non négligeables sur le

développement de la région. À court terme, la construction des édifices gouvernementaux et leur agrandissement lorsqu'Ottawa devient la capitale de la Confédération accélèrent la croissance de l'industrie du bois et le commerce. De 1851 à 1871, la population totale d'Ottawa passe de 7 760 à 21 541; celle du district de Hull, de 2 811 à 8 318. Durant cette même période, le groupe ethnique français s'accroît de 2 056 à 7 214 à Ottawa et de 420 à 4 461 dans le district de Hull.

À plus long terme, la «choix de la Reine» a aussi des effets importants sur la région d'Ottawa. Jusqu'au tournant du siècle, les fonctions industrielles et commerciales d'Ottawa l'emportent sur son nouveau rôle de centre politique et administratif du pays. Un peu moins de 200

La région de Hull-Ottawa connaît des moments de prospérité considérable durant la deuxième moitié du XIX^e siècle.

«Mais les progrès de la ville n'étaient plus qu'une question de temps. Le commerce du bois rendait la ville d'Ottawa florissante; elle devenait rapidement le plus important centre de l'industrie forestière de l'Amérique du Nord britannique. En 1857, le bois de sciage de la région de Hull et d'Ottawa atteignait le chiffre de 34 millions de pieds-planche. Dix ans plus tard, la production passait à 80 millions et, à la fin du siècle, à 180 millions. La compagnie John R. Booth produisait à elle seule, en 1870, 30 millions de pieds de pin. Elle maintenait, pour son exploitation d'hiver, trois cents équipes. En 1871, les sept scieries de la ville d'Ottawa employaient 1 200 ouvriers environ et devaient voir leur production dépasser \$1,500,000, soit le plus haut chiffre d'affaires enregistré à cette époque dans une division de recensement de l'Ontario. La construction des édifices du gouvernement a accéléré la vague de prospérité commerciale des dernières années de la décennie 1850-1860. Le projet a augmenté de 1 500 les effectifs ouvriers de la ville et les dépenses de \$2,500,000 enregistrées au cours de l'année 1859-1860 gonflaient le pouvoir d'achat de la population. En 1865-1866, près de trois cents fonctionnaires s'établirent à Ottawa, heureux de ne plus être obligés de faire la navette entre Toronto et Québec. L'arrivée des 130 membres de la législature de la province du Canada, pour la session de juin 1866, donna à Ottawa un avant-goût de ce que lui apporterait la Confédération.»

Eggleston, W. *Le choix de la Reine : étude sur la capitale du Canada*. Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1961. p. 143-144.

députés et quelque 80 sénateurs s'y rencontrent périodiquement lors des sessions du Parlement. Les fonctionnaires fédéraux ne sont guère nombreux : de 265 environ au début, leur nombre s'accroît d'une vingtaine par année jusqu'en 1885. Mais au moment où les activités liées à l'industrie forestière commencent à disparaître à Ottawa pour se concentrer du côté de Hull, la présence du gouvernement fédéral prend de nouvelles proportions, d'autant plus que le trafic commercial sur le canal Rideau est devenu négligeable.

En effet, les dépenses du gouvernement fédéral pour les services nationaux se multiplient par sept entre 1896 et 1913, avant de connaître de

nouveaux bonds durant la guerre. Le nombre de fonctionnaires à Ottawa, estimé à 4 000 en 1896, croît en conséquence. Avec la période Laurier, s'ouvre aussi une nouvelle ère de grandes constructions, la plupart érigées dans les quartiers commerciaux ou domiciliaires de la ville. Après l'incendie de 1916, il faut reconstruire la plupart des édifices de la colline parlementaire. Depuis 1899, le gouvernement fédéral devient soucieux de l'apparence esthétique de la capitale et crée la *Ottawa Improvement Commission*, premier d'un grand nombre d'organismes voués à l'embellissement de l'ancien «village subarctique de bûcherons».

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre, Ottawa, en tant que «cabine de pilotage politique», se



Ottawa : la rue Dalhousie, avril 1881

APC PA 27047

dote aussi d'un imposant personnel de fonctionnaires. On commence à la décrire comme une «ville à industrie unique», soit l'industrie fédérale. L'impact du fédéral, déjà considérable avec ses 30 069 employés dans la région de la capitale en 1951 continue de s'accroître. Ce nombre passe à 46 095 en 1961 et atteint les environs du cent mille en 1974. Si à peu près un tiers de l'emploi d'Ottawa-Carleton est l'oeuvre directe du gouvernement fédéral, il faut aussi considérer les effets d'entraînement de ce phénomène. Le poids de «l'industrie fédérale» se fait sentir du côté québécois de l'Outaouais et dans l'Est ontarien où plusieurs municipalités se voient confinées au rôle de villes-dortoirs. De plus, la rénovation urbaine, engagée depuis

plusieurs années, fait éclater la vie communautaire de maints quartiers d'Ottawa, Vanier et Hull.

Tout au long de son développement, Ottawa attire des Canadiens français, tant dans la production privée de biens et de services que dans les secteurs public et para-public. La population francophone se développe bientôt une vie communautaire autour des paroisses catholiques et d'associations de toutes sortes, telles la Société Saint-Jean-Baptiste (1853), la société mutuelle d'assurance Union Saint-Joseph (Union du Canada) (1863), l'Institut canadien-français (1852) ou les caisses populaires. En 1926, pour promouvoir les intérêts de la nationalité canadienne-française et, entre autres, augmenter ses effectifs dans la fonction publique, un petit groupe fonde la société secrète de l'Ordre de

On trouvera des renseignements sur l'incidence du gouvernement fédéral sur le développement de la région dans :

Fullerton, D. *La capitale du Canada : Comment la gouverner?* Ottawa, 2 vol. Information Canada, 1974.

Mayo, H.B. *Rapport de la Commission d'étude pour le remaniement d'Ottawa-Carleton*. Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976. 276 p.

Une littérature abondante existe sur la question scolaire en Ontario. Dans ce travail où nous nous préoccupons surtout de présenter le déroulement de l'occupation de l'espace ontarien par les francophones, nous ne signalons que les quelques ouvrages suivants.

Choquette, Robert. *Langue et Religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.

Choquette, Robert. «Facteurs linguistiques et ethniques dans les rapports entre Canadiens irlandais et français en Ontario». *Sciences Religieuses*, 2 (printemps 1973) : 303-314.

Oliver, Peter. «The Resolution of the Ontario Bilingual School Crisis 1919-1929». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 7 (1972) : 22-45.

Jacques-Cartier, appelée à un développement important dans tout le Canada français avant de se dissoudre au cours des années soixante.

De fait, dès les signes avant-coureurs de la crise scolaire devant aboutir au Règlement 17 en 1912, la communauté canadienne-française d'Ottawa commence à assumer un rôle de leadership dans la lutte pour la «survivance» française en Ontario. En 1911, elle compte 23 149 personnes à Ottawa même, soit 25,6% de la population. Dotée d'un réseau d'institutions patriotiques et encadrée par un clergé aguerri, elle peut s'appuyer sur son université bilingue vouée à cette époque à la promotion du fait français. En outre, elle peut aussi compter sur une population francophone tant à ses abords ontariens et québécois que dans un Canada

français sensible à la sauvegarde de ses droits dans tout l'espace canadien. Aussi, durant la crise du Règlement 17, temps fort de la lutte pour la «survivance», la mobilisation et la solidarisation des francophones ontariens se font-elles généralement à partir d'Ottawa, siège social de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO devenue ACFO durant les années 1960), fondée en 1910 et du quotidien *Le Droit*, né au début de 1913. Aux yeux de plusieurs, Ottawa devient une sorte de métropole pour les francophones de la province qui y retrouvent la plupart de leurs organismes provinciaux, le milieu urbain ontarien le plus bilingue et un centre des débats entre les deux grandes communautés linguistiques et culturelles du pays.

La conception de l'école et de sa place en Ontario français évolue. À ce sujet voir :

Guindon, René. «L'école franco-ontarienne : passage d'une conception traditionnelle à une conception moderne». *Boréal*, 1 (été 1974) : 5-13.

Sur la fondation de l'ACFEO et sur l'histoire du quotidien *Le Droit*, on consultera :

Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario. *Congrès d'éducation des Canadiens-français d'Ontario, Ottawa, 1910*. Ottawa, Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, 1910, 363 p. Rapport officiel des séances.

Tremblay, Laurent. *Entre deux livraisons 1913-1963*. Ottawa, Le Droit, 1963. 216 p.

Vallières, Gaetan. «Le Droit, les Franco-Ontariens et le syndicalisme». *Boréal*, 3 (1975) : 6-20.

On trouvera dans l'étude suivante, une tentative d'explication des tensions franco-anglaises et de réfutation des préjugés largement répandus en milieu francophobe. Publiée en septembre 1918, elle en est à sa neuvième édition un an plus tard :

Moore, W.H. *The Clash! A Study in Nationalities*. London, Toronto, J.M. Dent and Sons, 1918. 333 p. L'ouvrage paraît en version française en 1920 et a pour titre : *Le Choc!* Montréal, Librairie Beauchemin, 469 p.

Pour une bibliographie importante sur la question scolaire et religieuse, on consultera :

Fortin, Benjamin et Jean-Pierre Gaboury. *Bibliographie analytique de l'Ontario français*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1975. p. 122-158.

Aux portes du Nord : de l'Outaouais à la baie Georgienne

Drainé à l'est par le réseau hydrographique de l'Outaouais (les rivières Madawaska, Bonnechère et Petawawa), à l'ouest par celui du lac Huron via la baie Georgienne (les rivières Magnetawan et Muskoka) et au sud par les rivières tributaires de la Trent, qui se jette dans le lac Ontario, ce vaste corridor du Bouclier canadien se situe aux frontières du Nord ontarien. En effet, celui-ci est généralement délimité au sud par les régions immédiates de la rivière Mattawa, du lac Nipissing et de la rivière des Français. Le corridor Outaouais-baie Georgienne recouvre donc essentiellement les comtés actuels de Renfrew, Nipissing (partie sud), Haliburton, Muskoka et

Parry Sound, ainsi que la partie nord des comtés de Frontenac, Hastings et Lennox-Addington. Sur les plans géographique et historique, il tient à la fois des trois régions du Sud, de l'Est, et du Nord que nous avons adoptées comme cadre général (voir la carte de la page 36).

Vers 1850, les grands magnats du bois déplacent leurs chantiers vers les riches concessions forestières du corridor Outaouais-baie Georgienne, utilisant les divers réseaux hydrographiques comme voies de transport. Le besoin de routes et de chemins de fer reste grand, tant pour l'exploitation forestière que pour la colonisation. En effet, le gouvernement ontarien ouvre peu à peu de nouveaux *townships* et y offre des terres tantôt à prix modique, tantôt gratuitement. La colonisation de ces terres arides

et rocailleuses du Bouclier canadien est cependant lente et difficile : l'agriculture ne s'avère rentable que dans la mesure où les opérations forestières offrent aux fermiers un marché pour leurs produits et du travail saisonnier dans les chantiers.

Le territoire est d'accès difficile. D'une part, d'ambitieux projets de construction de routes atteignent rarement les buts escomptés : seuls quelques chemins en provenance du sud s'avancent péniblement à travers le corridor Outaouais-baie Georgienne sans le traverser, tandis que d'autres vont en sens est-ouest comme la route Opeongo. D'autre part, un chemin de fer reliant l'Outaouais et la baie Georgienne n'atteint Parry Sound qu'en 1896, tandis que de Toronto une autre voie ferrée monte vers le nord

jusqu'à Gravenhurst en 1875, Bracebridge en 1885, Huntsville en 1888 et North Bay quelques années plus tard. Enfin, en 1893, le gouvernement ontarien crée la réserve forestière du parc Algonquin (2 000 milles carrés), interdisant ainsi toute future colonisation d'une grande partie du secteur est.

En somme, durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, le peuplement du corridor Outaouais-baie Georgienne se limite aux régions les mieux desservies par les diverses voies d'accès ou les mieux situées par rapport à l'exploitation forestière. Le comté de Renfrew, dont Pembroke devient le centre commercial et industriel, et le secteur ouest relié par chemin de fer à Toronto et par la baie Georgienne aux Grands Lacs connaissent des moments de prospérité.

Sur la colonisation et l'exploitation forestière de cette région, on pourra surtout consulter :

Kennedy, Clyde C. *The Upper Ottawa Valley*. Pembroke, Renfrew County Council, 1970. 256 p.

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario, 1763-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. (Chapitres 6 à 8).

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX, Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 48-57.

Murray, Florence B. «Agricultural Settlement on the Canadian Shield : Ottawa River to Georgian Bay» dans *Profiles of a Province*, de Edith G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 178-186.

O'Dwyer, William C. *Highways of Destiny. A History of the Diocese of Pembroke, Ottawa Valley, Canada*. Ottawa, Le Droit, 1964. 263 p.

Spragge, George W. «Colonization Roads in Canada West, 1850-1867». *Ontario History*, XLIX (1957) : 1-18. Il s'agit des routes de colonisation dans le corridor Outaouais-baie Georgienne.

Sur les conflits scolaires à Pembroke, on lira le document d'époque suivant :

Longpré, Alfred. *L'éveil de la race : un épisode de la résistance franco-ontarienne, Pembroke, 1923-1927*. Ottawa, Le Droit, 1930, 71 p.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'exploitation forestière se déplace à nouveau, d'une part vers la rive nord du lac Huron pour répondre au marché de l'Ouest américain via Sarnia et Sault-Ste-Marie, et, d'autre part, vers les régions de Thunder Bay et du lac des Bois pour desservir l'Ouest canadien par le chemin de fer du Canadien Pacifique. La colonisation intensive du Bouclier canadien entre l'Outaouais et la baie Georgienne s'avère alors un faux espoir : plusieurs terres sont abandonnées au profit de celles de l'Ouest nouvellement accessibles depuis la fin de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique. Alors que la population de l'Ontario augmente de 72% entre 1901 et 1941, celle des comtés de Renfrew, Haliburton, Muskoka et Parry Sound ne connaît

qu'un accroissement négligeable. Surtout depuis la fin de la Seconde Guerre, les valeurs touristiques de cette région se sont développées, tandis qu'une exploitation agricole et forestière plus rationnelle fournit le gagne-pain d'une population qui a recommencé à s'accroître.

La colonisation initiale de cette région a surtout été faite par des Ontariens venus du sud de la province; des immigrants des îles britanniques et, en moins grand nombre, des Allemands, des Irlandais et des Scandinaves. Les Canadiens français y sont peu nombreux, sauf dans le comté de Renfrew où près de 16% de la population est d'origine française en 1961.

Chapitre IV

Le Nord et les maillons d'une chaîne de peuplement francophone

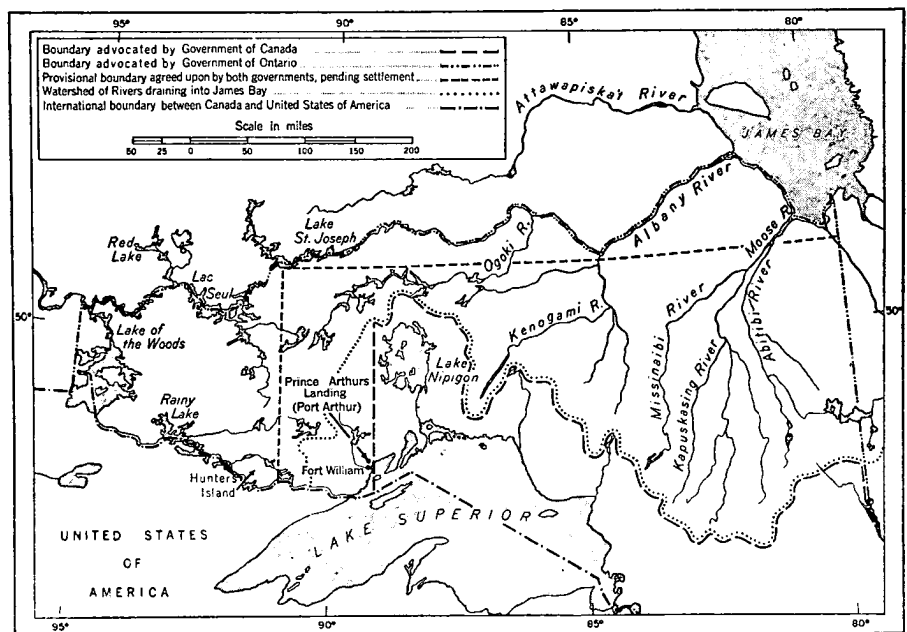
Délimitation géographique

Les villes de Mattawa, North Bay, Sudbury et Sault-Ste-Marie et leurs régions avoisinantes sont autant de points d'une ligne qui forme la frontière méridionale de ce que l'on désigne aujourd'hui comme étant le Nord ontarien. Il est coupé en deux, presque en son centre, par la ligne de partage des bassins hydrographiques de la baie d'Hudson et des Grands Lacs.

Si la frontière orientale est délimitée depuis l'Acte constitutionnel de 1791, celles du Nord et de l'Ouest restent imprécises au moment de la Confédération. Pourtant, en 1867 une partie du territoire de la pointe nord du lac Supérieur est arpentée et quelque 35 000 acres sont concédés; sept *townships* sont organisés et le nouveau

village de Prince Arthur's Landing commence à se développer près du vieux poste de traite de Fort William. De plus, un riche dépôt d'argent vient d'être découvert à Silver Islet. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario réclament la possession de ce territoire, ainsi que celui situé au nord de la ligne de partage des eaux. En 1889, une longue dispute devant les tribunaux se solde par un agrandissement considérable de l'Ontario.

La carte suivante indique les frontières réclamées par les gouvernements du Canada et de l'Ontario, ainsi que la frontière temporaire qui prévaut jusqu'au règlement de 1889 qui accorde gain de cause à l'Ontario. En 1912, le Gouvernement du Canada cède au Manitoba, à l'Ontario et au Québec les territoires du Nord situés au sud du soixantième parallèle, ce qui complète la configuration actuelle de l'Ontario.



Zaslow, Morris. «The Ontario Boundary Question» dans *Profiles of a Province*, de Edith. G. Firth, dir. Toronto, Ontario Historical Society, 1967. p. 110.

Une grande expédition d'exploration et d'arpentage est entreprise en 1900. Le compte rendu des dix groupes d'explorateurs-arpenteurs est divisé selon les sous-titres : Surveyor's Report, Land and Timber Estimator's Report et Geologist's Report. On le trouve dans :

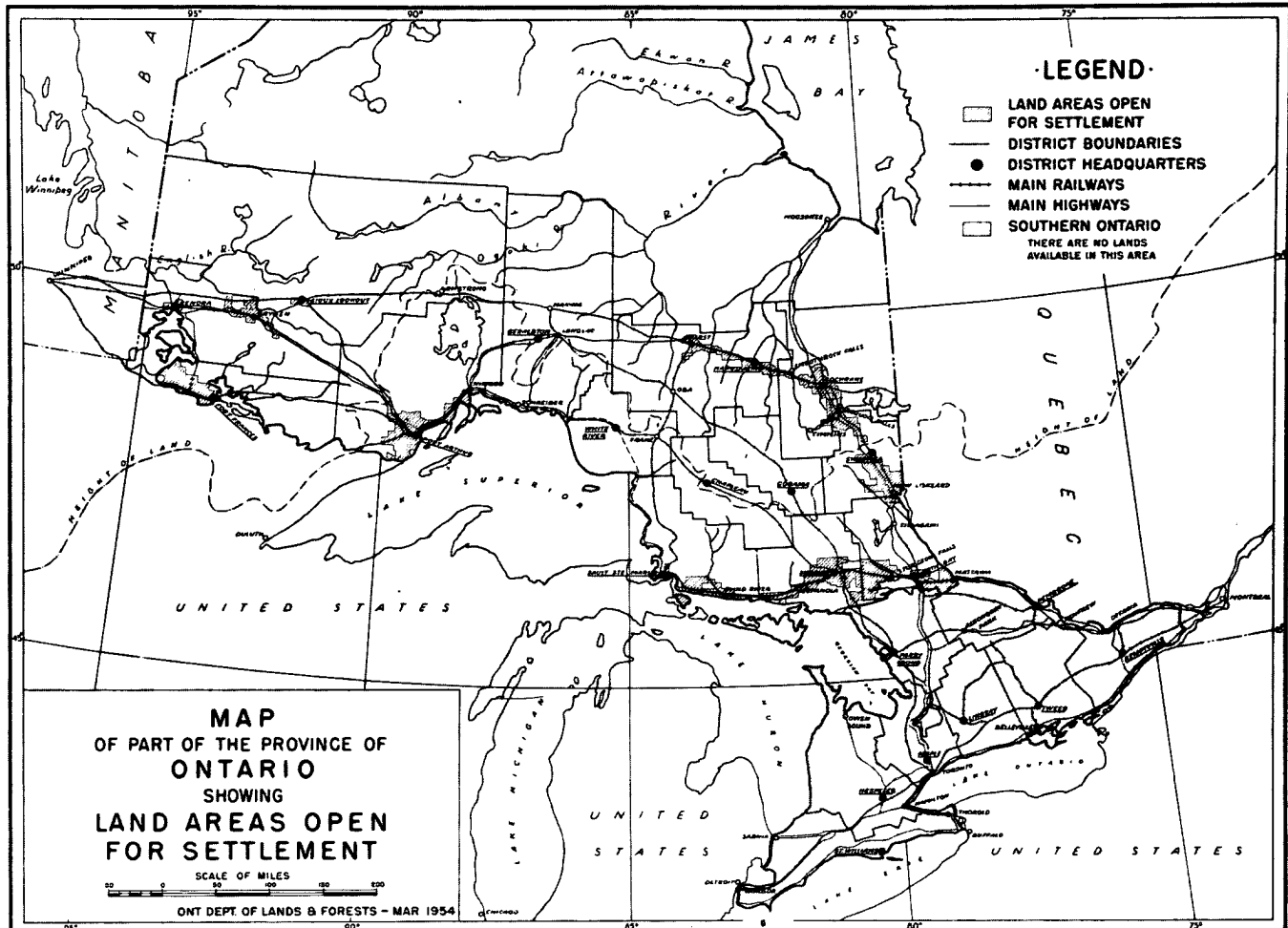
Ontario. *Report of the Survey and Exploration of Northern Ontario, 1900*. Toronto, L.K. Cameron, Imprimeur du Roi, 1901. 294 p.

On obtiendra des détails supplémentaires dans :

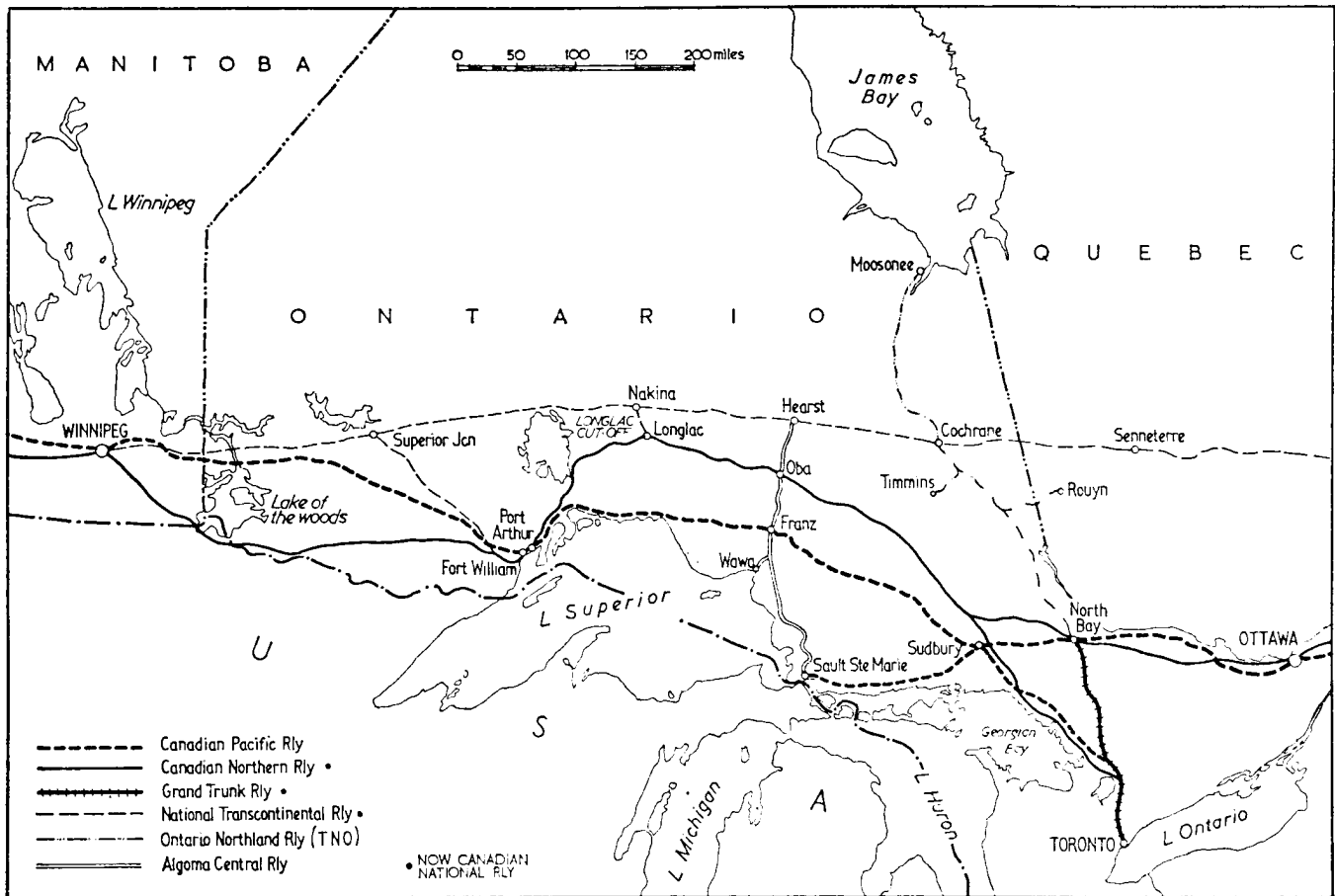
Ells, S.C. *Report on James Bay Surveys Explorations : Cochrane to James Bay. June 9 to September 12, 1911*. Toronto, Imprimeur du Roi, 1912. 36 p.

L'occupation du territoire du Nord ontarien se fait selon deux grands axes de pénétration. Le premier part du Haut-Outaouais (Mattawa) et de North Bay, file vers le nord-est à proximité de la frontière Ontario-Québec, le long du chemin de fer *Temiskaming and Northern Ontario* (devenu *Ontario Northland*), avant de tourner vers l'ouest en direction de Winnipeg, à partir de Cochrane. Le deuxième axe suit la voie ferrée du Canadien Pacifique de Mattawa-North Bay à Sudbury et de là bifurque, soit le long de son embranchement jusqu'à Sault-Ste-Marie, soit le long de sa ligne principale vers Fort William-Port Arthur (devenu Thunder Bay) et Winnipeg.

La carte suivante illustre bien ces deux grands pôles géographiques. Notons cependant qu'au moment où nous commençons notre description de l'occupation graduelle du Nord ontarien, soit pendant les vingt dernières années du XIX^e siècle, le Nord n'est pas ainsi sillonné de chemins de fer et de routes. Seul le chemin de fer du Canadien Pacifique le traverse de Mattawa à North Bay et à Sudbury : de là un embranchement se rend à Sault-Ste-Marie tandis que la ligne principale file vers Port Arthur puis Winnipeg. Un chemin de fer est sur le point de relier North Bay à Toronto mais n'est pas encore terminé.



Les chemins de fer sont particulièrement importants dans le développement du Nord ontarien. Quoique nous signalerons les principales étapes de leur construction, nous présentons ici une vue d'ensemble de leur tracé.



Leggett, R.F. *Railways of Canada*. Coll. «Railway Histories of the World» Newton Abbot, David and Charles, 1973. p. 116.

Voir aussi :

Breithaupt, W.H. «The Railways of Ontario». *Ontario Historical Society Papers and Records*, XXV (1929) : 12-25.

McCormack, A.R. «Les Blanketstiffs : travailleurs itinérants de la construction ferroviaire 1896-1914» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, n° 13. Office national du film. Film fixe.

Le Nord de l'Ontario n'a guère été l'objet d'analyses d'ensemble. On retrouvera cependant quelques ouvrages qui en offrent un aperçu global :

Zaslow, Morris. *The Opening of the Canadian North 1870-1914*. Coll. «The Canadian Centenary», Toronto et Montréal, McClelland and Stewart, 1971. 339 p. (Voir : n° 7 «Development in the Late Nineteenth Century» et n° 8 «Ontario and Quebec in the New Century», p. 147-198).

Lambert, R.S. et P. Pross. *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forest and Wildlife in Ontario, 1963-1967*. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. 630 p. Le chapitre 15 «Settling New Ontario» (p. 300-312) offre un bon aperçu de la colonisation, surtout en ce qui concerne la politique gouvernementale de concession des terres.

On trouvera d'utiles renseignements – cartes, données statistiques, etc. – dans les études suivantes de développement régional :

Ontario. Ministère du Trésor et de l'Économie. *Design for Development. Northeastern Ontario Development Region. Phase 1. Analysis / Plan d'Aménagement : région du nord-est de l'Ontario. Analyse.* Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie, 1971. 294 p.

Ontario. Ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales. *Design for Development Northeastern Ontario Regional Strategy.* Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976. 78 p.

_____. *Statistical Appendix to the Northeastern Ontario Regional Strategy.* Toronto, ministère du Trésor, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, 1976.

À notre avis, cependant, la meilleure étude d'ensemble en est une réalisée par le biais d'une analyse du développement des ressources naturelles en Ontario. En effet, les ressources naturelles (mines, forêts surtout pour le bois de pulpe et le papier) et hydro-électriques s'avèrent très tôt les grandes richesses du Nord. On ne manquera pas de consulter le livre suivant, où l'auteur traite essentiellement du Nord et détermine les rôles respectifs des entrepreneurs et de la politique gouvernementale en matière d'exploitation des richesses naturelles.

Nelles, H.V. *The Politics of Development. Forests, Mines and Hydro-electric Power in Ontario, 1849-1941.* Toronto, Macmillan of Canada, 1974. 514 p. Voir en particulier le chapitre 3 «Promoting New Ontario». p. 108-152.

Pour un aperçu des origines du développement minier, on visionnera le film fixe de :

Stelter, G.A. «Les régions minières du nord de l'Ontario 1880-1920» dans *Histoire du Canada en Images*. Série 1, n° 10, Office national du film.

L'ouvrage suivant aborde des questions d'éducation en milieu francophone nord-ontarien :

Chaperon-Lor, Diane. *Une minorité s'explique. Les attitudes de la population francophone du Nord-Est ontarien envers l'éducation de langue française.* Toronto, Ontario Institute for Studies in Education / Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, 1974. 94 p.

Ces bibliographies s'avèrent d'utiles instruments pour la connaissance du développement du nord de l'Ontario.

Stelter, Gilbert A. et John Rowan. *Community Development in Northeastern Ontario.* Sudbury, université Laurentienne, 1972. 56 p.

La composition ethnique du nord de l'Ontario est très variée. L'aspect polyglotte qu'y ont noté de nombreux observateurs durant les quelque cinquante premières années de son développement a fait graduellement place à la

prédominance de la langue anglaise. Plusieurs groupes ethniques, surtout les Canadiens français, ont cependant gardé leurs caractéristiques socio-culturelles.

Bucksar, R.G. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario*. Ottawa et Toronto, Centre canadien de recherches en anthropologie et ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, Department of Treasury and Economics, 1968. 112 p.

———. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement*. Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, 1968.

———. *Bibliography of Socio-Economic Development of Northern Ontario. Supplement*. Toronto, ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, 1973.

Spencer, Loraine et Susan Holland. *Northern Ontario: A bibliography*. Toronto, University of Toronto Press, 1968. 120 p.

Wong, Chuck. *A Checklist of University Theses on Northeastern Ontario*. Sudbury, Collection spéciale de la bibliothèque de l'université Laurentienne, 1975. 45 p.

Les «Documents historiques» de la Société historique du Nouvel-Ontario, publiés depuis 1942 s'avèrent une source importante pour l'histoire du nord de l'Ontario. Nous y référons souvent nos lecteurs, quoique certains numéros soient maintenant épuisés. L'Université de Sudbury, l'université Laurentienne et le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa en possèdent des séries complètes. On peut s'adresser à la Société historique elle-même (Université de Sudbury, campus de l'université Laurentienne) pour obtenir un bon nombre de numéros, en attendant une réédition.

Il faudrait consulter la série suivante :

Office de la télécommunication éducative de l'Ontario. *Villages et visages*. Les textes de cette série sont publiés par Fides, 235 est, boulevard Dorchester, Montréal (Québec) H2X 1N9.

Le texte suivant rend compte de la diversité ethnique en 1921 :

«One feature that differentiated the north from other parts of Ontario (and certainly from the new north of Quebec, which was consciously held for French settlement) was its polyglot society. Whereas Ontario in 1921 was predominantly of British extraction (78 per cent) and only about 8.5 per cent French Canadian, in the northern districts the British percentage fell to a bare 51 per cent, while the French rose to almost one-quarter of the total (23.7 per cent). Other groups comprised one-quarter of the population, nearly double their fraction in the province as a whole. They included disproportionate numbers of certain national groups not very extensively represented elsewhere in the province – over one-quarter of the Italians, about half the Scandinavians, Austrians, and Ukrainians, over half the province's Indians (whose numbers held steady at 14 200 for the twenty-year period), and almost the whole Finnish population (11 536 of 12 835 persons, comprising 4 per cent of the population of the north). French Canadians actually outnumbered English Canadians in the Nipissing and Sudbury census

Au recensement de 1971, 20,7% de la population totale du Nord (839 000) est de langue maternelle française et 16,8% de langue d'usage française. Cinq des onze comtés, soit Algoma, Cochrane, Nipissing, Timiskaming et Sudbury

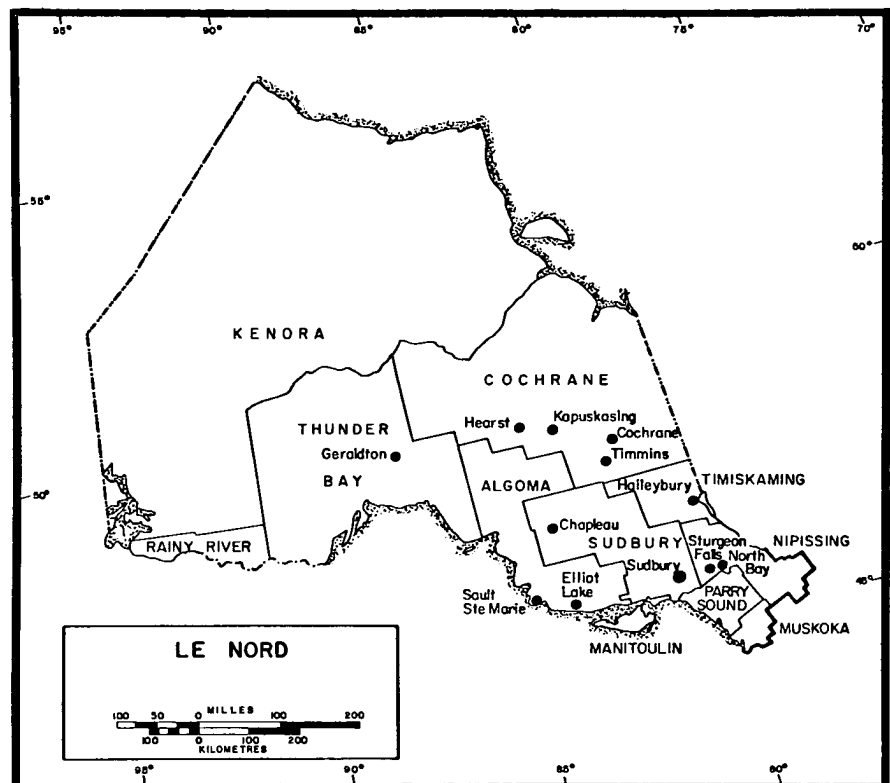
contiennent 93,7% de toute la population de langue maternelle française. Enfin, à eux seuls, les comtés de Cochrane et de Sudbury regroupent près des deux tiers de la francophonie du Nord.

divisions, and comprised about 27 per cent of the total population of Timiskaming, but tapered off in the more westerly census divisions. Scandinavians were comparatively prominent in the Kenora and Rainy River districts. Italians in the cities of Algoma and Thunder Bay, Indians mainly in Kenora and Manitoulin, and Finns chiefly in Thunder Bay and Sudbury.»

Zaslow, Morris. *The Opening of the Canadian North, 1870-1914*. Toronto et Montreal, McClelland and Stewart, 1971, p. 192.

Reproduit avec la permission de McClelland and Stewart Limited, Toronto.

La carte suivante, conçue pour des fins démologiques, présente les comtés actuels qui forment le Nord. (On aura sans doute remarqué que les trois cartes des régions ne correspondent pas en tous points à nos descriptions basées sur le développement historique.) Suivent quelques données statistiques à la page 106.



Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), cinq comtés du Nord, 1971.

| Comté | Population totale | Langue maternelle française | Langue d'usage française |
|-------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Algoma | 121 935 | 12 650 (10.4) | 8 450 (6.9) |
| Cochrane | 95 835 | 47 225 (49.3) | 42 835 (44.7) |
| Nipissing | 78 870 | 25 890 (32.8) | 21 430 (27.2) |
| Sudbury | 198 075 | 64 035 (32.3) | 52 175 (26.3) |
| Timiskaming | 46 485 | 12 975 (27.9) | 70 685 (23.0) |

Importance relative de la population francophone (totaux et pourcentages de la population totale) (. . .), quelques agglomérations urbaines du Nord, 1971.

| Agglomération | Population totale | Langue maternelle française | Langue d'usage française |
|-----------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Kapuskasing | 12 820 | 7 410 (57.8) | 6 855 (53.5) |
| North Bay | 49 190 | 8 535 (17.4) | 5 400 (11.0) |
| Sault-Ste-Marie | 81 525 | 4 590 (5.6) | 2 210 (2.7) |
| Sudbury* | 155 460 | 49 715 (32.0) | 41 055 (26.4) |
| Thunder Bay* | 112 140 | 2 420 (2.2) | 810 (0.7) |
| Timmins | 41 420 | 16 610 (40.1) | 14 080 (34.0) |

*Régions métropolitaines de recensement

Savard, Pierre *et al.* *Cultiver sa différence. Rapport du Groupe d'étude des Arts dans la vie franco-ontarienne.* Toronto, Conseil des Arts de l'Ontario, 1978. p. 70-81.

L'axe Mattawa-North Bay-Sudbury-Winnipeg

Mattawa, plaque tournante vers le nord et l'ouest

Nous avons déjà évoqué la marche de l'exploitation des ressources forestières le long de l'Outaouais suivie de près par l'établissement de petites communautés colonisatrices. De même la construction de la ligne de chemin de fer du Canadien Pacifique du côté ontarien de la rivière accélère la pénétration de colons dans le Haut-Outaouais. Depuis les années 1860, à

quelque deux cents milles au nord de la ville d'Ottawa, au confluent des rivières Outaouais et Mattawa, le petit village de Mattawa, vieux poste de traite de la Compagnie de la baie d'Hudson et pied-à-terre des missionnaires oblats, reçoit quelques colons et exploitants forestiers. Ce n'est pourtant qu'au début des années 1880 que commence son véritable développement. Mattawa sert de plaque tournante ouvrant au nord l'accès au Témiscamingue québécois et ontarien, via l'Outaouais et le lac Témiscamingue, et à l'ouest la voie conduisant au Nipissing via la rivière Mattawa qui prend sa source au lac La Truite. La

Au sujet de la reconquête, nous citons quelques extraits de lettres du géographe français O. Reclus citées dans :

Dussault, Gabriel. «Un réseau utopique franco-québécois et son projet de reconquête du Canada (1860-1891)», dans *Relations France-Canada au XIX^e siècle. Les cahiers du Centre culturel canadien* 3 (avril 1974) : 59-68.

Au curé Antoine Labelle, 8 août 1887 :

«La ligne stratégique, est de Mattawan à Saint-Boniface. Si vous vous en emparez aucune puissance humaine ne vous enlèvera le Nord-Est de l'Amérique. Et une fois roi de ce Nord-Est, vous pourrez refluer en une certaine mesure sur ledit Nord-Ouest et surtout sur la Nouvelle-Angleterre. Mais, dans l'état présent, ces opérations sont fatales. Se disséminer, c'est se perdre. (. . .) Concentre-toi, mon vieux Labelle, ne te disperse pas.»

À Rameau de Saint-Père, 27 juillet 1888 :

«Où en est au juste l'invasion du Nord d'Ontario, que je considère comme l'événement le plus considérable de la colonisation canadienne depuis le bousculement définitif des Anglais par la reprise des cantons de l'Est et du comté d'Ottawa».

Au curé Jean-Baptiste Proulx, 28 septembre 1888 :

«Je vous l'ai exposé plus d'une fois, et je le répète encore : l'avenir du Canada français est là; si vous bouclez au nord l'Ontario, vous sauvez la baie d'Hudson, et vous irez jusqu'à Winnipeg : alors vous êtes indestructibles, même avec l'annexion aux États-Unis, et le quart Nord-Est de l'Amérique septentrionale reste français, sans préjudice de conquêtes possibles au-delà de Winnipeg. Mais si vous ne vous assurez pas le nord d'Ontario, votre avenir reste problématique, surtout s'il y a annexion aux États-Unis. Au cas où ce malheur arriverait, il faut que vous entriez dans l'Union comme une grosse masse hétérogène, capable de résister, et au besoin de détruire.»

La colonisation canadienne-française du Nouvel-Ontario au début du siècle, essentiellement sur l'axe Mattawa-Nipissing-Sudbury, n'est pas sans susciter des inquiétudes dans le «Old Ontario», comme en fait foi le titre d'une brochure anonyme :

Is Toronto and Western Ontario to be sidetracked and New Ontario made a Greater Quebec? Brochure de la collection des Archives publiques de l'Ontario, environ 1902.

Nous reviendrons plus loin au rôle de Mattawa comme voie d'accès au Témiscamingue. Nous empruntons à Arthur Buies cette description des débuts de Mattawa, à titre d'exemple des premiers instants de nombreux villages du Nord.

fondation de North Bay sur le lac Nipissing, qui devient un point de raccordement entre le chemin de fer du Canadien Pacifique et celui en provenance de Toronto, de même que le point de départ d'une voie ferrée vers le Témiscamingue ontarien (aujourd'hui *Ontario Northland Railway*) lui enlève peu à peu au début du siècle son rôle de plaque tournante.

Les débuts de la colonisation dans le Témiscamingue québécois et dans la région de Mattawa-Nipissing soulèvent un enthousiasme certain auprès des élites nationales et cléricales québécoises. Celles-ci sont d'une part sensibles à l'exode grandissant de Canadiens français vers

les «facteries» de la Nouvelle-Angleterre et d'autre part imbuës d'une conception pan-canadienne du Canada français. Depuis la parution du livre *La France aux colonies* du Français Rameau de Saint-Père en 1859, qui fait état de la puissance d'expansion des Canadiens français, s'élabore dans divers cercles français et québécois une vision nouvelle du destin de la nationalité canadienne-française. Ainsi le «bousculement» de la population anglaise dans les Cantons de l'Est et dans la vallée de l'Outaouais est-il considéré comme un signe évident de reconquête.

fois dans cette même année; c'étaient le Père Nédelec et le Père Guéguen. Comme ils n'avaient pas de demeure à eux, une famille catholique de l'endroit, celle de M. Noé Timmins, leur donna une généreuse hospitalité; depuis, les membres de cette famille n'ont cessé d'être à la tête de toutes les oeuvres de bienfaisance accomplies à Mattawa.

«Pendant l'été de 1871, le Père Poitras arrivait à la mission. Le village et le pays environnant se développaient petit à petit: le commerce de bois faisait merveille, mais celui des pelleteries avait considérablement diminué. Quelques fermes apparaissaient à la lisière des forêts et, sur les rivières, il s'était établi une ligne régulière de petits bateaux, pendant que, sur la terre, s'établissait également un service de diligence pour le transport des voyageurs. On fondait aussi deux écoles, l'une protestante, où cinq élèves recevaient l'enseignement d'une institutrice; l'autre, catholique, tenue dans la maison de M. Timmins, comptait une trentaine d'élèves anglais, canadiens et indiens, sous la direction d'un missionnaire. Dans cette école primitive les bancs servaient de pupitres, et l'école elle-même était dans une cabane qui servait en même temps de chapelle. Quant au traitement du missionnaire instituteur, un simple zéro suffit à l'indiquer.

«Durant l'hiver de 1870-71 les missionnaires avaient hiverné dans ce qu'on appelait la «petite maison des sauvages», appartenant à une famille Dufond. L'hiver suivant ils hivernèrent dans une baraque attenante à la maison Timmins; ils y eurent la nourriture en même temps que le logement, grâce à l'intelligente générosité de son propriétaire.

«L'année 1872 vit commencer les missions des chantiers: le Père Nédelec resta gardien de celle de Mattawa pendant l'hiver, en même temps qu'il dirigeait l'école, composée des éléments les plus disparates, où l'on voyait l'enfant de l'Indien assis à côté du blanc, l'anglais à côté du français, le riche à côté du pauvre, et trois langues enseignées simultanément.

«Un tribunal correctionnel avait été constitué dans le cours de l'année et quelques condamnations encourrues par les hommes de chantier: le Père Poitras travaillait activement de ses propres mains à l'érection d'un presbytère: plusieurs maisons nouvelles venaient s'ajouter au village et quelques fermes étaient défrichées dans les environs; enfin, la population protestante ayant augmenté, un ministre méthodiste était venu s'installer au milieu d'elle.

«L'année suivante, on achetait un terrain pour y élever un hôpital et pour agrandir l'école qui avait pris des développements remarquables.

«En 1875, l'école locale était définitivement établie sur un pied régulier, avec une constitution légale, mais elle fit peu de progrès, à cause de la pauvreté des parents et surtout de leur indifférence en matière d'instruction. Du reste, un véritable cataclysme, qui s'était abattu sur le commerce de bois, avait découragé la plupart des habitants qui trouvaient à grand-peine même le nécessaire pour leurs familles. La mission proprement dite de Mattawan s'étendait alors depuis le pied de la Roche Capitaine, vingt milles plus bas sur l'Outaouais, jusqu'aux eaux du lac Keepewa, et sur la rivière Mattawan, jusqu'aux eaux du lac Nipissingue. La population répandue dans cet espace de pays était d'environ cinq cents âmes, au nombre desquelles on comptait plus de cent sauvages ou métis; les blancs formaient une centaine de familles dont pas plus de vingt-deux étaient

Au moment où le Témiscamingue et la région de la Mattawa s'ouvrent à la colonisation, l'affaire Riel de 1885 provoque chez nombre de Canadiens français le sentiment d'être en train de perdre le Nord-Ouest (les provinces des Prairies). Dès lors, aux yeux de partisans français tels Rameau, le géographe O. Reclus et le multimillionnaire L.-B. Wyse, et les «curés-colonisateurs» tels Labelle et Proulx, il s'agit maintenant de favoriser la marche colonisatrice francophone et catholique depuis le

Témiscamingue jusqu'à Saint-Boniface-Winnipeg par le Nipissing et le nord des Grands Lacs. Il faut devenir maîtres du Nord, affirment-ils. Il n'est guère possible de mesurer l'audience qu'ont reçue ces idées et, encore moins, leurs effets directs sur la colonisation, sauf dans quelques cas au Témiscamingue. Mais la colonisation canadienne-française revêt par moments un caractère de conquête, au moins au niveau du discours.

protestantes. À la crise commerciale était venue s'ajouter une épidémie de petite vérole, et d'épouvantables feux de forêts avaient porté la ruine au milieu de ces malheureuses populations qui avaient à peine pris racine sur le sol arrosé de leurs sueurs les plus amères.

«Au printemps de 1876, on posait à Mattawa les fils télégraphiques et un bateau «à vapeur» inaugurait un service régulier entre le village et le rapide des Deux-Rivières, douze milles plus bas sur l'Outaouais; l'année suivante, le gouvernement faisait construire un pont sur la rivière Mattawan.

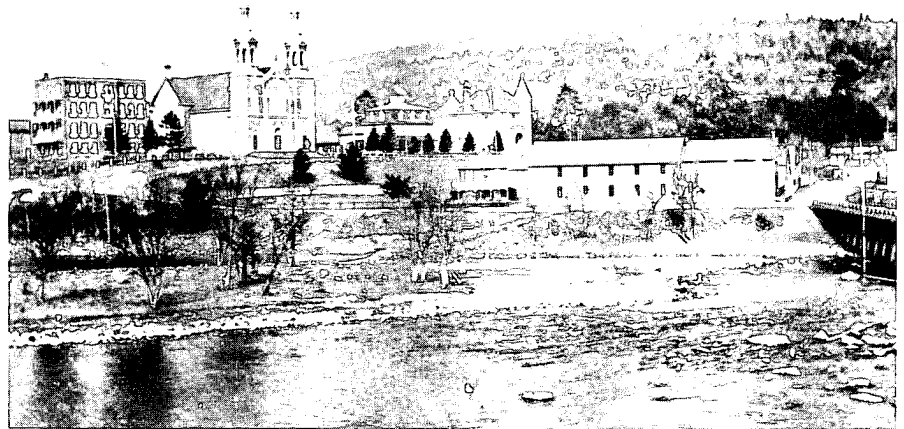
«L'année 1878 fut signalée par la création d'un établissement de Soeurs Grises, pour l'éducation de la jeunesse et le soin des malades; on installa l'hôpital provisoire ainsi que le couvent dans l'ancienne maison des Pères Oblats. L'école avait retrouvé des jours florissants; on y comptait jusqu'à 67 élèves; en même temps on construisait une chapelle protestante.

«1879 – L'école locale devient une école séparée. La construction du chemin de fer du Pacifique donne des ailes à la colonisation; le nombre des familles augmente, surtout au lac Talon où elles sont déjà au nombre de cinquante, dont trente-cinq catholiques. (Le lac Talon est dans la province d'Ontario, à mi-chemin environ entre Mattawa et le lac Nipissingue). Aux «Deux-Rivières», on bâtit une école et une chapelle; le Père Poitras est appelé à Hull, et le Père Déléage est nommé directeur de la mission de Mattawa.

«1880 – Le village grandit tous les jours; on bâtit une jolie maison en briques pour les Pères; l'hôpital est rempli de patients; la construction du Pacifique est rendue au rapide des Deux-Rivières; l'animation et le mouvement règnent sur tout l'Outaouais; la colonisation continue de faire des progrès rapides au lac Talon et au lac Nipissingue; déjà les familles françaises y sont au nombre d'une centaine.

«1881 – La mission de Mattawa est plus florissante que jamais, par suite de la construction du chemin de fer et du grand nombre de «chantiers» qui se font dans la forêt; on en compte jusqu'à une centaine dans les limites de la mission; la chapelle est considérablement augmentée et l'école reçoit au-delà de cent élèves; la religion catholique est de plus en plus florissante, au point d'exiger les services réguliers et constants de trois Pères Oblats, qui sont les Pères Déléage, Nédelec et Emery.

«1882 – La fièvre typhoïde fait de nombreuses victimes à Mattawa, ce qui détermine le gouvernement à subventionner l'hôpital; le nombre des Soeurs Grises est porté à six. La colonisation progresse toujours du côté du lac Talon; on y construit une bonne chapelle. Mattawa est détachée du diocèse d'Ottawa et annexée au nouveau vicariat de Pontiac, dont M^{re} N.Z. Lorrain est nommé titulaire; celui-ci établit sa résidence à Pembroke. Le Père Déléage est envoyé au Témiscamingue, et le Père Poitras revient en qualité de directeur à la mission de Mattawa. Arrivent en même temps deux ministres protestants. Le nombre des écoles est porté à trois, dont deux catholiques, divisées en une école de garçons confiée à un instituteur, et une école de filles sous la direction des Soeurs Grises. Un fait important à signaler, c'est l'arrivée d'un médecin qui s'établit permanemment à Mattawa. L'année suivante, les établissements s'étant considérablement développés, on comptait dix-huit familles de l'autre côté de la



Mattawa, vers 1906
APC C5244

rivière Mattawan, en face de la petite ville, et le nombre de celles qui habitaient sur les bords du lac Talon continuait à augmenter dans des proportions réjouissantes pour les amis de la nationalité franco-canadienne.

«1884 – Le village de Mattawa est érigé en municipalité; on élit un maire et un conseil de ville. Aussitôt commencent les travaux publics: on ouvre des rues, on construit un pont sur la rivière, on fait des trottoirs et l'on commence les chemins de colonisation: un recensement effectué dans l'année donne une population de cent vingt-quatre familles catholiques et de quarante et une familles protestantes dans le village, et de cent cinquante-trois familles canadiennes dans la banlieue. Les oblats s'installent dans leur nouveau presbytère. L'année 1885 voit l'érection d'un hôtel de ville, d'un nouveau couvent et d'une quinzaine de bâtisses nouvelles dans la petite ville.

«1886 – M. Bonaparte Wyse, ingénieur français très en renom, chargé naguère avec M. Reclus, lieutenant de vaisseau, de préparer les plans et devis du canal de Panama, visite la région de l'Outaouais supérieur, passe à Mattawa et assiste à l'inauguration du chemin de fer du Long Sault.

«Le recensement annuel indique une population de 254 familles catholiques dans la paroisse, dont 181 canadiennes, 17 sauvages et 50 protestantes; la municipalité proprement dite comprend 140 familles. On enregistre parmi les catholiques 122 baptêmes, 25 mariages et 35 sépultures.

«À part Mattawa, les Pères Oblats ont charge de diverses missions qui sont les suivantes :

1^o Mission des Joachims, sur l'Outaouais, qui contient cinquante familles catholiques ainsi réparties : 28 familles canadiennes, douze anglaises et dix indiennes;

2^o Mission de Rockliffe qui contient une vingtaine de familles presque toutes irlandaises;

3^o Mission de Deux-Rivières qui renferme environ vingt familles;

4^o Mission d'Eau Claire, où l'on compte vingt-huit familles catholiques et vingt-six protestantes.

«1887 – Les trois écoles séparées de Mattawa sont florissantes; elles sont fréquentées par deux cents enfants. Le 12 janvier, un grand deuil frappe la population de Mattawa dans la mort de M. Noé Timmins, le premier pionnier canadien du haut de l'Outaouais et le bienfaiteur par excellence de la mission. Les obsèques ont lieu le 17, au milieu d'un concours immense de personnes de toute nationalité venues d'Ottawa, de Pembroke, de North Bay et de tous les endroits quelque peu importants de cette vaste contrée.

Buies, Arthur. *L'Outaouais supérieur*. Québec, Imprimerie C. Darveau, 1889, p. 106-113.

On trouvera aussi des renseignements sur la ville de Mattawa (de même que sur Sainte-Philomène du lac Talon, Eau Claire, North Bay, Sudbury, Sturgeon Falls et Verner) dans la biographie suivante :

Carrière, Gaston. *Jean-Marie Nédelec, o.m.i. 1834-1896*. Coll. «Documents historiques» n° 34, Sudbury, SHNO, 1957. 48 p.

Pour l'histoire d'autres localités situées sur l'axe Mattawa-North Bay, voir :

Chamberland, Joseph. «Bonfield» (p. 4-21);

Archambault, Jean. «Astorville» (p. 22-56); et

Larocque, Marcel. «Corbeil» (p. 57-64) dans :

Pour un cinquantenaire. Monographies. Bonfield, Astorville, Corbeil. Coll. «Documents historiques» n° 23, Sudbury, SHNO, 1952.

Corbeil, Arthur-Joseph. «Le pionnier de Corbeil» dans *Familles pionnières*. Coll. «Documents historiques» n° 5, Sudbury, SHNO, 1944. p. 18-21.

Corbeil-Callander est le lieu de naissance en 1934 des «jumelles» (quintuplées) Dionne. Ce fait devient un phénomène social d'importance au Canada entier et aux États-Unis durant les années 1930. Sujet à de multiples controverses, entre autres à cause du rôle joué par le gouvernement ontarien, le cas Dionne suscite l'intérêt et la curiosité populaires, si bien que Corbeil-Callander et les «jumelles» deviennent l'attraction «touristique» des années de la «grande dépression économique». À ce sujet voir :

Legros, H. et A. Joyal. «Mémoire sur les parents et les jumelles Dionne», 1935. (p. 37-41); et

Gervais, Émile. «Un père défend ses enfants», (p. 42-48) dans :

North Bay et les jumelles Dionne. Coll. «Documents historiques» n° 19, Sudbury, SHNO, 1950.

Berton, Pierre. *The Dionne Years. A Thirties Melodrama*. Toronto, McClelland and Stewart, 1977. 232 p.

Même si, au début du siècle, Mattawa perd son rôle de plaque tournante au profit de North Bay, il n'en demeure pas moins un centre forestier d'importance. Par ailleurs, point de départ d'aventuriers, depuis les coureurs de bois du Régime français jusqu'à Noé Timmins qui fait fortune dans l'exploitation minière à Cobalt puis à Timmins, la région de Mattawa continue d'offrir la «petite aventure» aux amateurs de vie en plein air.

La plaine du Nipissing et le bassin de Sudbury

North Bay, à la pointe nord du lac Nipissing, ne commence à se développer qu'au début des années 1880. Le chemin de fer du Canadien Pacifique y est construit en 1882, rejoint bientôt par une autre voie ferrée en provenance de Toronto, via Gravenhurst à travers le corridor Outaouais-baie Georgienne. North Bay devient une véritable croisée de chemins de fer lorsqu'à partir de 1902 est entreprise la construction du *Temiskaming and Northern Ontario Railway* en route vers Haileybury, puis Cochrane et, plus tard durant les années 1920, Moosonee.

Sur le développement de North Bay, on pourra consulter :

Marceau, J. Henri. «North Bay» (p. 5-16);

Cholette, Marins. «La paroisse Saint-Vincent-de-Paul» (p. 17-25) et

[Anonyme] «Les Soeurs de l'Assomption à North Bay» (p. 26-36) dans :

North Bay et les jumelles Dionne. Coll. «Documents historiques» n° 19, Sudbury, SHNO, 1950.

Kennedy, W.K.P. *North Bay Past, Present, Prospective*. Toronto, T.H. Best Printing Co., 1961.

En 1883, le chemin de fer du Canadien Pacifique atteint le bassin de Sudbury où des découvertes de nickel et de cuivre provoquent bientôt le développement de l'industrie minière. Mais la première industrie est celle de la construction du chemin de fer qu'accompagne la coupe de bois pour les traverses (dormants). En général la colonisation agricole suit. L'industrie des pâtes et papier et l'exploitation minière deviennent deux autres axes du développement économique.

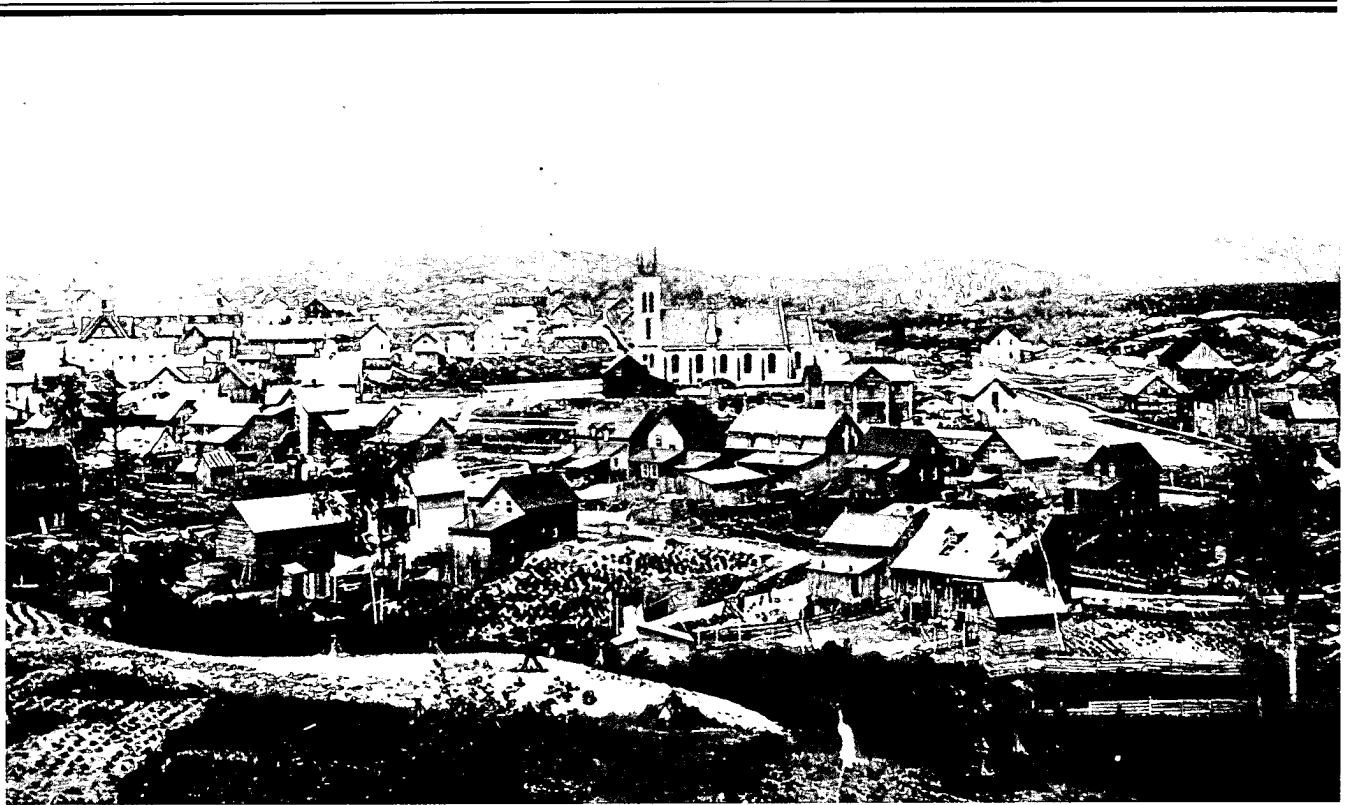
En 1905, le Père Louis Héroux, ayant recueilli des renseignements des tout premiers pionniers et des jésuites J.-B. Nolin, Louis Côté et H. Caron, témoins oculaires des débuts de Sudbury, écrit :

«Les travaux de terrassement [du chemin de fer] sous la conduite de Michael McCormick, fils de James McCormick, commencèrent à Sudbury le 7 août 1883. Ils furent poussés activement, et, au printemps suivant, de 5 à 8 000 ouvriers, la plupart catholiques et canadiens-français, étaient échelonnés sur la ligne principale de North Bay à Chapleau et sur l'embranchement de Sudbury à Algoma [vers Sault-Ste-Marie].

«Sans doute, les ouvriers terrassiers et constructeurs avaient tous été congédiés [après l'ouverture de l'embranchement Sudbury-Sault-Ste-Marie en 1887. La ligne principale avait été ouverte en 1885, quand le premier train régulier en route pour l'Ouest traversa Sudbury, le 14 novembre]. Il ne restait au service de la Compagnie [Canadien Pacifique] que les employés nécessaires au fonctionnement régulier de la ligne tels que les chefs de gare, télégraphistes, cantonniers. Cela ne pouvait suffire à déterminer un accroissement de population, mais les industries et le trafic, devenus possibles, se développèrent.

«En outre, les chantiers, qui jusqu'ici n'avaient guère servi qu'à de petites entreprises de traverses (dormants) de chemins de fer ou de bois pour les diverses constructions locales, prirent un essor nouveau. La facilité de les ravitailler les multiplia. On se livra désormais et sur une grande échelle, à une exploitation de bois de coupe expédiés aux États-Unis ou en Angleterre. De là, nécessité de bras, pour la coupe de ce bois et sa descente sur les rivières. Aujourd'hui [1905], cette exploitation est encore en pleine activité. Et de même que la coupe du bois, l'hiver fournissait et fournit encore aux colons l'occasion de gagner un peu d'argent, l'été, la production, sur place, du foin et de l'avoine, sauvait les frais d'importation; et leur vente aux chantiers, à l'automne, donnait de bons revenus. Ce fut le point de départ de l'agriculture, de la colonisation et de l'invasion canadienne-française.»

Héroux, Louis. *Aperçu sur les origines de Sudbury*. Coll. «Documents historiques» n° 2, Sudbury, SHNO, 1943. p. 11, 16-17. Réimpression d'un texte daté de 1905.



Sudbury à ses débuts.

APC C7908

La colonisation agricole de la plaine du Nipissing et du bassin de Sudbury est en grande partie l'oeuvre de Canadiens français. Le trop-plein des vieilles paroisses du Québec s'y déverse; un

bon nombre de colons viennent aussi des comtés de Prescott et de Russell où, au début du siècle, la colonisation est pratiquement terminée.

Dans une thèse présentée à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal en 1948, Roger Bélanger a fait l'étude de 60 *townships* de la plaine du Nipissing et du bassin de Sudbury. Il y note que de 1901 à 1941, la population urbaine (villes ou villages incorporés) passe de 52% à 62,5% de la population totale. À partir du recensement de 1941, il établit la composition ethnique suivante des 60 *townships* étudiés répartis en deux groupes : ceux de la région du Nipissing et ceux du bassin de Sudbury :

| <i>Origines :</i> | Britanniques | Français | Finlandais et Polonais | Autres européens | Total |
|---------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------|--------------|
| <i>Population rurale</i> | | | | | 37% |
| Nipissing | 2340 | 6885 | 148 | 692 | 10065 |
| Sudbury | <u>7865</u> | <u>12567</u> | <u>3111</u> | <u>2141</u> | <u>25684</u> |
| % | 10205 28.5% | 19452 54.4% | 3259 9.1% | 2833 8% | 35749 |
| <i>Population urbaine</i> | | | | | 63% |
| Nipissing | 10847 | 8267 | 58 | 2007 | 21173 |
| Sudbury | <u>16342</u> | <u>12185</u> | <u>2562</u> | <u>7392</u> | <u>38481</u> |
| % | 27189 45.5% | 20452 34.3% | 2620 4.4% | 9399 15.8% | 59660 |
| Pourcentage total | 39.2% | 41.8% | 6% | 13% | 100% |

Il ajoute le commentaire suivant :

«On constate que la population est d'environ 55% d'origine française dans les campagnes, tandis que dans les villes elle n'est que de 35%. Cette proportion élevée de Canadiens français est particulièrement frappante dans la région de Nipissing, où elle augmente jusqu'à plus de 68% contre 50% dans la région de Sudbury.

«Sur l'ensemble, la population des Canadiens français conserve encore une légère majorité, qui a diminué toutefois de 1% depuis 1937, quand cette population atteignit 42.8%. Malgré l'immigration intense qu'exigeait l'accroissement continu de la production de nickel, le taux de la population française s'est maintenu presque constamment normal, grâce à sa forte natalité.

«Nos Canadiens français se sont attachés à la terre. Malheureusement, il est arrivé qu'ils l'ont abandonnée ou vendue aux étrangers. Récemment, les Finlandais et les Polonais ont atteint 9.1% de la population rurale, soit plus que le total

de tous les immigrants autres que les Britanniques. Il est à craindre que notre langue, conservée grâce aux efforts de nos vaillantes associations patriotiques, des écoles catholiques et du milieu paroissial, ne soit étouffée par les nombreux idiomes étrangers, et que, si l'ampleur de la désertion du sol continue, la situation franco-ontarienne ne devienne inquiétante. Pour le moment, les Canadiens français ont une forte majorité dans les municipalités agricoles, ils sont encore maîtres au sein des administrations locales, ils ont leurs représentants au provincial et au fédéral.»

Bélangier, Roger. *Région agricole Sudbury-Nipissing*. Coll. «Documents historiques» n° 18, Sudbury, SHNO, 1949. p. 6, 21-22.

Voir aussi :

Rumney, George. «Settlement of the Nipissing Passageway». *Transactions of the Royal Canadian Institute*, XXVIII (octobre 1949) : 65-120.

_____. «Settlement of the Canadian Shield : The Lake Nipissing Area». *Canadian Geographical Journal*, 43 (septembre 1951) : 116-127.

Baine, Richard P. *The Settlement of the Sudbury Region*. Université de Toronto, thèse M.A., 1952.

Leroux, Roméo. «Le sol et l'agriculture du comté de Sudbury» dans *La Société historique du Nouvel Ontario*. Coll. «Documents historiques» n° 1, Sudbury, SHNO, 1942. p. 29-32.

On trouvera également de nombreux renseignements dans les travaux suivants sur l'histoire de communautés agricoles.

Côté, G. «Topographie de Verner» (p. 8-13) et
Racette, O. «Verner» (p. 14-33) dans:
Verner et Lafontaine. Coll. «Documents historiques» n° 8, Sudbury, SHNO, 1945.

Dupuis, E. «Aux origines» (p. 6-17);
Forest, F. et J. Savignac. «La paroisse Saint-David. Les curés Dupuis, Carrière et Leclair» (p. 19-34);
Monette, D. «La municipalité de Noëlville» (p. 35-44) et
Soeur Ste-Gemma. «Écoles de Noëlville». (p. 45-55) dans :
Noëlville : un cinquantenaire 1905-1955. Coll. «Documents historiques» n° 31, Sudbury, SHNO, 1956.

Côté, Stéphane. «Histoire de Chelmsford» dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*. Coll. «Documents historiques» n° 4, Sudbury, SHNO, 1944. p. 12-29.

Séguin, L. *Historique de la paroisse de Chelmsford*. Ontario. [s.l.], 1948. 341 p.

L'exploitation forestière est aussi une activité économique importante de la région North Bay-Sudbury, depuis l'époque où la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique exigeait une quantité énorme de bois. L'industrie du bois de sciage, sans connaître le même essor qu'au nord du lac Huron à la même époque, reste considérable en raison du marché régional de la construction et des mines ainsi que de la forte demande extérieure.

Au tournant du siècle, l'industrie des pâtes et papier connaît une période de haute croissance, de même que le harnachement de rivières pour la production de l'électricité. Aussi voit-on le gouvernement ontarien accorder d'immenses concessions forestières pour l'exploitation du bois de pulpe, le plus souvent conditionnelles à la construction d'un moulin. De nouvelles villes vont naître. La première

Legault, Léo. «Blezard-Valley» (p. 29-35) et Martin, Laurent. «La paroisse Notre-Dame-du-Rosaire» (p. 36-41) dans : *Blind River-Blezard Valley*. Coll. «Documents historiques» n° 24, Sudbury, SHNO, 1952.

Séguin, L. *Historique de la paroisse Saint-Charles*. Saint-Charles, Ontario, (comté de Nipissing), 1945. 490 p.

Pour un aperçu du développement de l'industrie du bois de pulpe et du papier, on pourra consulter :

Lambert, R.S. et P. Pross. «Pulp and Paper — A New Forest Industry» dans *Renewing Nature's Wealth. A Centennial History of the Public Management of Lands, Forests and Wildlife in Ontario*. Chapitre 13. Toronto, Ontario Department of Lands and Forests, 1967. p. 250-276.

Lower, A.R.M. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada*. Coll. «Canadian Frontiers of Settlement» vol. IX, Toronto, Macmillan of Canada, 1936. p. 113-129.

L'évolution de l'exploitation forestière dans la région de Sudbury est décrite dans :

Thrope, T. *A Review of the Logging and Pulp Operations in Sudbury District During the Years 1901-1950*. Sudbury, Ontario Department of Lands and Forests. Vers 1950.

Les travaux suivants présentent l'histoire de villages dont l'activité dépend surtout de l'exploitation forestière :

Lévesque, G. «Une fondation qui dure» (p. 7-15);

Blais, Jean-Éthier. «Vie religieuse» (p. 16-23);

Cousineau, Mme J.-E. «Vieilles choses et vieilles gens» (p. 24-33);

Mageau, Z. «Souvenirs de la politique municipale» (p. 34-38); «Trois pionniers revivent» (p. 51-60);

Mère Marie de Jésus *et al.* «L'éducation à Sturgeon Falls. École St-Joseph, Pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes, Le «High School» (p. 39-47); «Hôpital St-Jean-de-Brébeuf» (p. 48-50); et

Michaud-Régimbal, Rolande. «L'âme musicale de Sturgeon Falls» (p. 61-70) dans :

Histoire de Sturgeon Falls. Coll. «Documents historiques» n° 12, Sudbury, SHNO, 1946.

Guenette, René. *L'Histoire de Sturgeon Falls*. Université Laval, thèse M.A. (histoire), 1966.

Prieur, A., F. Charest et N. Cholette. *Field*. Coll. «Documents historiques» n° 41, Sudbury, SHNO, 1962. 48 p.

concession, à la *Spanish River Pulp and Paper Mills* en 1894, complétée par le *Espanola Agreement* de 1899, amène la fondation d'Espanola. À mi-chemin entre North Bay et Sudbury, Sturgeon Falls se développe surtout à la suite de l'immense concession de 1898 à la

Sturgeon Falls Pulp and Paper. Ces concessions de bois changent souvent de mains, au fur et à mesure de la création de filiales, de consolidations financières ou même de faillites.

Dans cette description des premières années de Sturgeon Falls, l'auteur explique pourquoi les Canadiens français y sont devenus le groupe ethnique majoritaire.

«En 1885, la ville est incorporée et son premier maire est un Canadien-Français, Monsieur Y.-A. Lévis. À cette époque, elle compte 1 500 âmes: un tiers est canadien-français.

«De l'incorporation de la ville jusqu'en 1906, les moulins de pulpe emploient tous ceux qui veulent travailler. L'industrie du bois est exceptionnellement florissante, probablement à cause du mouvement extraordinaire de construction en ville et dans les villages voisins.

.....

«La fermeture des moulins à papier provoque (1906-1912) une profonde dépression. L'ouvrage manque, les travailleurs sont obligés de quitter la ville. Seuls restent les cultivateurs et les bûcherons. Comme les Anglais sont des négociants et vivent surtout de la classe des salariés, ils sont obligés d'abandonner la place. Les belles résidences de la rue King deviennent la propriété des Canadiens français.

«Ceux-ci deviennent la majorité. Le fait qu'une ville à majorité anglaise devienne canadienne-française du jour au lendemain mérite qu'on examine les causes et les motifs d'un changement aussi radical.

«Les Canadiens français sont demeurés à Sturgeon-Falls après la fermeture du moulin, parce qu'ils se contentaient de peu. Venant, pour un grand nombre, de certains comtés pauvres de la province de Québec, ils considéraient qu'il était plus avantageux de demeurer ici que de retourner là-bas.

«À ce moment, la province de Québec était une province essentiellement agricole. Les terres étaient prises partout et le prix disproportionné aux revenus qu'on pouvait en retirer. Une autre raison c'est que les Canadiens français, en 1906, avaient déjà ici des familles nombreuses, des enfants mariés; et l'on ne déménage pas sans avoir la certitude d'améliorer son sort. De plus, le Canadien français est colonisateur, l'histoire du pays en fait foi: lorsqu'il acquiert un lopin, il s'enracine au sol et rien au monde ne l'en ferait partir.»

Lévesque, Georges. «Une fondation qui dure» dans *Histoire de Sturgeon Falls*. Coll. «Documents historiques» n° 12, Sudbury, SHNO, 1946. p. 10-12.

On trouvera une excellente description des travaux forestiers généralement assumés par un «jobbeur», de la coupe en forêt à la scierie, dans :

Laberge, Joseph Alfred. «Industrie forestière» dans *Flore régionale et Industrie forestière*. Coll. «Documents historiques» n° 7, Sudbury, SHNO, 1945. p. 23-30.

Le développement minier du bassin de Sudbury commence avec la découverte de dépôts de cuivre et de nickel en 1883, lors de la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique. Mais cette découverte ne donne pas lieu à une ruée de l'envergure de celles que connaîtront quelques années plus tard le Yukon et Cobalt. L'industrie minière de Sudbury se développe plutôt lentement avant le début du siècle. L'extraction et le raffinement du minerai exigent de fortes mises de fonds et provoquent ainsi la concentration graduelle de l'industrie entre les mains de deux

grandes compagnies. La première, l'*International Nickel Co.* est fondée en 1902 sur les bases de l'ancienne *Canadian Copper Ltd* en opération depuis les années 1890; en 1929, s'y fusionne la *Mond Nickel Co.* La deuxième, la *Falconbridge Nickel Co.*, ne se forme qu'en 1926, après que la *British American Corporation* se fut révélée incapable de briser le quasi-monopole de l'*International Nickel Co.* Très tôt, elle connaît un développement spectaculaire et devient une sérieuse rivale de l'*Inco.*

Le développement de l'industrie nickélifère et l'«art de la guerre» :

«The properties which make nickel such a useful and strategic metal are its strength, hardness, ductility, and resistance to corrosion, plus the ability to retain these features at extremely high and low temperatures. It imparts these same benefits to other metals like iron, steel, copper, tin, zinc, magnesium and aluminum when combined with them in alloys.

«Although there are substitutes for nickel in certain of its uses, these possibilities are in no way sufficient to alter its classification as an essential industrial commodity. Faced with chronic nickel shortages and extensive informal rationing for most of the last 25 years, American industry has long experience in attempting to find substitutes, but nickel consumption continues to grow rapidly. The growth in demand continues despite rising prices for the metal.

«The reason for this strong demand, not only in the United States but also in Western Europe and Japan, is the key role nickel plays in many high-technology products and processes. This also helps to explain its classification as a war metal. One of the chief activities of the massive military establishments in industrialized countries has been the pioneering of advanced technology and its application to enormous, expensive, ever-growing and ever-changing stocks of military hardware. The expansion of the nickel industry from its earliest beginnings during the 1890s and throughout the twentieth century has been intimately linked to the rise of military expenditure in times of peace and war.

«Commercial production of nickel in Canada, the world's leading producer for nearly 70 years, was begun for military purposes. In 1889 Samuel Ritchies, president of the Canadian Copper Company (later part of the International Nickel Company), persuaded U.S. Secretary of the Navy B.F. Tracy to test the potential of nickel-alloyed steel as armour plate material for the American fleet. Ship armour of the day had reached a thickness of two feet of iron backed by 17 inches of teak and was still inadequate to resist improvements in artillery; the U.S. navy moved quickly to pursue the technological advantage nickel seemed to offer. Nickel steel passed the artillery punishment tests with flying colours and was judged "the most wonderful armour plate ever made". Another commentator on the widely publicized tests lamented "when the irresistible nickel plated breech-loader confronts the impenetrable nickel plated ironclad then indeed . . . war as a fine art will come to an end.»

Deverell, John et The Latin American Group. *Falconbridge : Portrait of a Canadian Mining Multinational*. Toronto, James Lorimer, 1975. p. 8-9. Cette étude critique de la Falconbridge contient aussi une analyse de l'industrie du nickel et de son contrôle par deux grandes compagnies.



Sudbury, centre d'exploitation
minière TVO/CFU

Plusieurs ouvrages existent sur l'industrie nickélifère en général et sur son développement à Sudbury. La bibliographie suivante donne plusieurs titres de livres, articles de revues et de journaux.

Stelter, Gilbert A. et John Rowan. *Community Development in Northeastern Ontario*. Sudbury, université Laurentienne, 1972. p. 32-54.

Signalons les ouvrages suivants, dont les trois premiers sont particulièrement utiles :

Stelter, Gilbert A. «The Origins of a Company town : Sudbury in the Nineteenth Century». *Laurentian University Review / Revue de l'Université Laurentienne*, 3 (février 1971) : 3-37.

_____. «Community Development in Toronto's Commercial Empire : The Industrial Towns of the Nickel Belt, 1883-1931». *Laurentian University Review / Revue de l'Université Laurentienne*, 6 (juin 1974) : 3-53.

Gauthier, Henri. «Historique de la région minière de Sudbury» dans *Faunes et mines régionales*. Coll. «Documents historiques» n° 3, Sudbury, SHNO, 1943. p. 26-52.

Beach, Noel. «Nickel Capital : Sudbury and the Nickel Industry, 1905-1925». *Laurentian University Review / Revue de l'Université Laurentienne*, 6 (juin 1974) : 55-74.

Le Bourdais, Donat. *Sudbury Basin : The Story of Nickel*. Toronto, Ryerson Press, 1953. 210 p.

Main, O.W. *The Canadian Nickel Industry. A Study in Market Control and Public Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 1955. 168 p.

Ontario. *Royal Ontario Nickel Commission Report*. Toronto, Imprimeur du Roi, 1917.

Thompson, John F. et N. Beasley. *For the Years to Come : A Story of International Nickel of Canada*. Toronto, Longman, 1960.